



SERVICES AMÉNAGEMENT IMMOBILIER

**SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE
MIXTE
et SOCIÉTÉS PUBLIQUES
LOCALES D'AMÉNAGEMENT**
de la VILLE DE PARIS

Exercice 2015

SOMMAIRE

IMMOBILIER

4-8

- 4 ELOGIE - issue de la fusion entre les SEM immobilières SGIM et SEMIDEP
- 6 Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP)
- 8 Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (SIEMP)

AMÉNAGEMENT

10-20

- 10 Société de requalification des quartiers anciens (Soreqa)
- 12 Société d'économie mixte Paris Seine (SemPariSeine)
- 14 Société d'économie mixte d'aménagement de Paris (SEMAPA)
- 16 Société d'économie mixte d'aménagement de la Ville de Paris (SEMAVIP)
- 18 Société publique locale Paris Batignolles Aménagement (Paris Batignolles Aménagement)
- 20 Société d'Economie Mixte d'Animation Economique au Service des Territoires (SEMAEST)

SERVICES

22-42

- 22 Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement de la Ville de Paris (SAEMES)
- 24 Société anonyme d'économie mixte locale des pompes funèbres de la Ville de Paris (SAEMPF)
- 26 Société Publique Locale du Carreau du Temple (Carreau du Temple)
- 28 Société Publique Locale Parisienne de Photographie (SPL)
- 30 Société d'exploitation de la tour Eiffel (SETE)
- 32 Société anonyme d'exploitation du Palais omnisports de Paris-Bercy (SAEPOPB)
- 34 SOGARIS
- 36 Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU)
- 38 Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis (SEMMARIS)
- 40 Sem Energies Posit'if
- 42 Tableau des chiffres significatifs en 2015

ELOGIE

Adresse :

10 Place des Cinq martyrs
du Lycée Buffon, 75015 Paris
Tél. : 01 44 53 26 50

Site : www.elogie-paris.fr

Date de création :

1931

Capital : 864 042 €

Présidente :

Danièle PREMEL

Directeur général :

Olivier LEBLANC

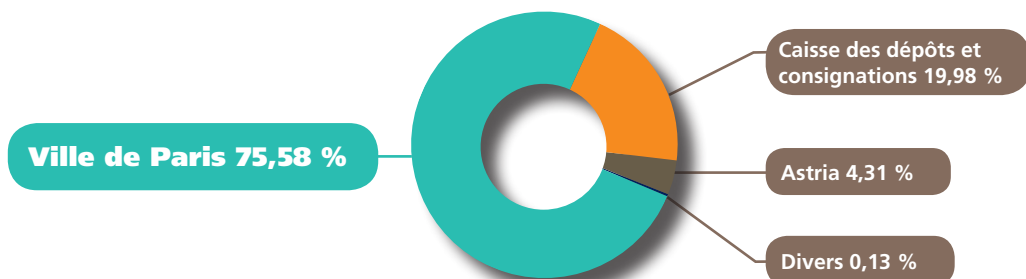
Statut :

Société anonyme d'économie
mixte locale

Objet social :

Construction, gestion
et entretien d'immeubles

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	197 507	157 671	Capitaux propres	48 616	40 359
Immobilisations corporelles	973 228	924 466	Résultat de l'exercice	7 021	9 342
Immobilisations financières	815	917	Subventions d'investissement	445 625	386 159
Total actif immobilisé net	1 171 549	1 083 054	Total des capitaux permanents	501 262	435 860
Créances d'exploitation	9 965	9 745	Provisions pour risques et charges	17 341	15 656
Autres créances	497	3 241	Dettes financières	731 258	697 252
Subventions à recevoir	116 806	90 355	Avances et acomptes	2 355	1 963
Trésorerie	76 997	60 730	Dettes d'exploitation	37 281	34 623
Charges constatées d'avance	525	494	Dettes sur immobilisations	85 772	55 595
Total actif circulant net	204 789	164 565	Total des dettes	856 616	789 433
Charges à répartir	8	701	Produits constatés d'avance	1 128	7 371
Total actif	1 376 346	1 248 320	Total passif	1 376 346	1 248 320

La hausse des immobilisations net de +88,5 M€ soit +8,2% par rapport à 2014 traduit la poursuite des investissements pour la production et la réhabilitation de logements sociaux, et notamment le conventionnement en 2015 de 503 logements Elogie. Les nouveaux baux emphytéotiques contractés génèrent en effet une hausse des immobilisations incorporelles de 41,2 M€. Ces investissements nouveaux sont financés principalement par la mobilisation de nouveaux emprunts et de subventions d'investissement.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	156 666	159 848	Charges d'exploitation	145 968	150 689
Produits financiers	762	877	Charges financières	14 563	16 811
Produits exceptionnels	27 619	25 533	Charges exceptionnelles	15 405	7 802
			Participation et intéressement des salariés	130	87
			Impôts sur les bénéfices	1 962	1 527
			Résultat de l'exercice	7 021	9 342

Le résultat net s'établit à 7,0 M€ en 2015, contre 9,3 M€ en 2014, soit une baisse de -24,8% conformément au prévisionnel d'Elogie. Le résultat 2014 enregistrait des recettes exceptionnelles de cession de droits de commercialité, pour près de 10 M€.

HISTORIQUE

Activité

Élogie est un bailleur social qui assure une activité de construction, de réhabilitation et de gestion d'immeubles.

Élogie intervient également dans le cadre de mandats de maîtrise d'ouvrage.

Depuis plusieurs années, Élogie intègre dans son activité la dimension sociale, économique et environnementale, et est désormais engagée dans une démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise.

Au 31 décembre 2015, la SEM gère un patrimoine de 16 093 logements, 733 locaux d'activité et commerciaux et 5 126 places de stationnement, essentiellement situés à Paris..

1931 Création de la SGIM dans le cadre des décrets-lois Poincaré de 1926, constituée afin d'assurer l'exécution d'une convention avec la Ville de Paris dont l'objet était la construction et la gestion d'immeubles.

1992 Signature avec la Ville de Paris d'une convention-cadre pour la construction et la gestion de nouveaux programmes de logements locatifs.

2002 Modification des statuts conformément à la loi NRE du 15 mai 2001 et à celle du 2 janvier 2002 tendant à la modernisation des SEM locales. Dissociation des fonctions de Président de conseil d'administration et de Directeur Général.

2006 Echéance de la convention de 1931 et poursuite de la gestion des logements dans le cadre d'un bail emphytéotique avec la Ville. Prise de participation majoritaire de la Ville de Paris dans le capital social de la société.

2008 Transfert de l'activité de gestion locative et de construction de logements de la SemPariSeine à la SGIM, portant sur 1 917 logements. Résiliation par anticipation des conventions de gestion conclues avec la Ville de Paris et l'AP-HP.

2009 En raison de la résiliation des conventions de gestion avec la Ville et l'AP-HP, l'exploitation des logements est désormais sous la seule responsabilité de la SGIM.

2013 Fusion-absorption de la SEMIDEP. Résiliation des conventions de gestion qui liaient la SEMIDEP à la Ville. La SGIM devient Élogie.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

134,5 M€

TOTAL DU BILAN

1 376,3 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS

16 093

EFFECTIF

292 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

- Livraison de logements sociaux : 330 logements sociaux. La société prévoit de livrer 258 logements en 2016 et 2 434 logements au-delà de 2016 (dont 855 au titre de la programmation 2016).

- Poursuite des travaux préparatoires au rapprochement Élogie/Siemp qui font ressortir la solution de la fusion-absorption, Élogie absorbant la Siemp, une date de réalisation à fin décembre 2016 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2016, la recherche d'un nouveau siège social, la création de 2 directions territoriales, de 4 unités territoriales parisiennes et le maintien des 2 agences de banlieue.

- Opération de conventionnement du parc en briques : poursuite des opérations d'acquisition avec travaux de 3 groupes : Parc des Princes (Paris XV^{ème}), Auteuil (Paris XVI^{ème}) et Rataud (Paris V^{ème}).

- Poursuite du transfert du patrimoine de banlieue ex-Semidep : Le Perreux-sur-Marne et Fontenay-sous-Bois (reprise par le CG94) et Fresnes (reprise par Ville de Paris) à de nouveaux bailleurs sociaux.

- Réaménagement de la dette Caisse des dépôts : 178 571 k€ réaménagés avec prise d'effet au 1^{er} septembre 2015



ELOGIE_H_Abbadie_2016 © Hervé ABBADIE

Adresse :

13 avenue de la Porte-d'Italie
TSA 61371
75621 Paris Cedex 13
Tél. : 01 77 75 11 00

Site : www.rivp.fr

Date de création :

1923

Capital : 33 784 400 €

Présidente :

Frédérique CALANDRA

Directeur général :

Serge CONTAT

Statut :

Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :

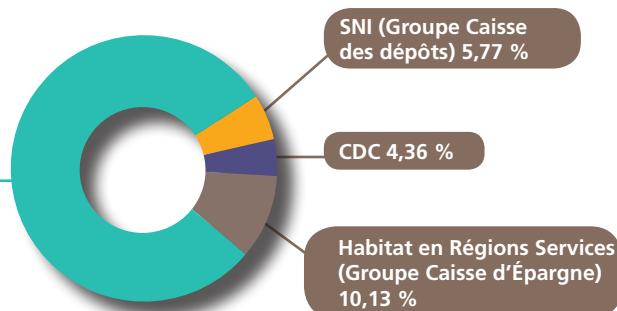
Construction, gestion et entretien d'immeubles.

Aménagement de zones d'habitation et rénovation de secteurs urbains.

Réalisation de toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant à l'objet social ou toutes exploitations pour des tiers

Composition du capital

Ville de Paris 79,74 %



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	461 872	468 405	Capitaux propres	236 782	195 779
Immobilisations corporelles	4 190 821	3 938 593	Résultat de l'exercice	58 854	48 004
Immobilisations financières	10 650	10 592	Subventions d'investissement	1 301 992	1 275 311
Total actif immobilisé net	4 663 343	4 417 590	Provisions réglementées	104	204
Stocks	8 110	39 356	Provisions pour risques et charges	62 044	58 303
Avances et acomptes versés	50	131	Dettes financières	3 300 330	3 127 861
Créances d'exploitation et autres créances	60 073	80 421	Dettes d'exploitation	182 184	173 316
Subventions à recevoir	282 956	250 536	produits constatés d'avance	14 762	45 020
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	140 432	135 047	Total passif	5 157 052	4 923 798
Charges constatées d'avance	2 088	717			
Total actif circulant net	493 709	506 208			
Total actif	5 157 052	4 923 798			

La hausse des immobilisations nettes de près de 245 M€ (+5,6%) traduit la poursuite des investissements de construction et d'acquisition de logements sociaux. Ces dépenses sont financées par mobilisation de nouveaux prêts et de subvention, ainsi que par injection de fonds propres.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	614 625	633 249	Charges d'exploitation	477 796	498 428
Produits financiers	1 695	2 679	Charges financières	67 803	78 610
Produits exceptionnels	27 180	18 520	Charges exceptionnelles	22 776	14 994
			Reversement APHP	1 172	757
			Reversement Ville de Paris	-	519
			Participation et intéressement des salariés	1 925	2 052
			Impôt sur les bénéfices	13 174	11 083
			Résultat net	58 854	48 005

Le résultat net s'établit à 58,9 M€ conformément au prévisionnel contre 48 M€ en 2014, du fait d'une nette amélioration du résultat financier (+12,9%). Cette amélioration est liée principalement au niveau du taux du livret A, historiquement bas, ainsi qu'au réaménagement de la dette CDC réalisé en 2015.

Activité

La RIVP est un bailleur social qui a pour vocation de gérer, construire, réhabiliter des logements, des résidences étudiantes, des commerces et des bureaux pour start-up innovantes (hôtels d'entreprises/pépinières). A la tête d'un patrimoine de près de 58 000 logements locatifs, la RIVP est l'un des acteurs majeurs du logement social à Paris.

Elle assure également la réalisation d'équipements publics en mandat de maîtrise d'ouvrage.

Toutes ces missions s'inscrivent dans une démarche très volontariste de développement durable, en faveur des performances énergétiques et des économies d'énergie mais aussi de la qualité de service envers les locataires et de l'implication de l'entreprise dans de nombreux projets favorisant la mixité et l'insertion sociale.

Avec un patrimoine situé à 92 % dans Paris (8% en banlieue), la RIVP contribue activement aux efforts de la Ville de Paris pour atteindre l'objectif de 25% de logements sociaux en 2015, soit un rythme d'environ 7 000 à 7 500 nouveaux logements sociaux produits chaque année.

Fondés sur une priorité sociale, ses projets se caractérisent par une très grande diversité de programmes et de modes de réalisation, grâce notamment à ses deux filiales l'Habitat Social Français et Lerichemont, cette dernière étant plus spécialisée dans le domaine très social.

Au 31 décembre 2015, le patrimoine géré par la SEM s'élève à 59 784 logements sociaux (habitations et foyers), 36 157 places de stationnement et 3 044 locaux professionnels, bureaux et commerces.

1923 Création en vue de la construction, sur l'emplacement des fortifications, d'immeubles à loyers modérés.

1954-1957 "Ceinture verte"; construction et gestion de 1050 logements.

1972 et suivantes Début d'une série de conventions de réhabilitation d'immeubles municipaux.

1979 Adoption d'un nouveau cadre conventionnel pour les opérations futures.

1983-1984 Maîtrise d'ouvrage du Palais Omnisports de Paris-Bercy (POPB).

2000 Modifications de l'actionnariat privé de la SEM; mise en place d'un cadre conventionnel à économie de redevance avec la Ville de Paris.

2006 Apport par la SAGI d'une branche complète et autonome d'activité (Gestion de logements aidés de la Ville de Paris). La Ville de Paris devient actionnaire majoritaire de la société avec 79,54 % du capital social.

2007 Fusion absorption des filiales SIG et NEY puis de la filiale Société de gérance Jeanne d'Arc (SGJA).

2008 Résiliation des conventions de gestion en provenance de la SGJA suite à sa fusion absorption par la RIVP.

2010 Engagement d'un grand projet de renouvellement urbain dans le quartier Saint-Blaise (20^e arrondissement).

2012 Au 1^{er} janvier, résiliation des conventions de gestion liant la RIVP à la Ville.

2013 Création au 1^{er} septembre 2013 d'une Direction de la Qualité de Service et d'un Service de Relations Locataires.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

590,4 M€

TOTAL DU BILAN

5 157 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS

59 784

EFFECTIF

1 194 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

Au cours de cette année record, la RIVP a livré 1 664 logements et équivalents logements, comprenant notamment : 1 243 logements ou logements-foyer, 31 locaux commerciaux, 2 écoles, une crèche et un théâtre. Par ailleurs, l'année 2015 a été particulièrement marquée par la livraison des programmes liés à la restructuration des entrepôts Macdonald : la plateforme d'innovation « LE CARGO » de 15 000 m², un ensemble de 104 logements familiaux et une résidence étudiants de 147 logements.

Elle a mis en chantier 1 130 nouveaux logements ou équivalents logements, constitués de 723 logements, de 36 locaux commerciaux, de 5 plateformes d'innovation/incubateurs/hôtels d'activités et de 3 équipements culturels.

Enfin, la livraison de la tour HOME, premier immeuble de logements sociaux de grande hauteur (50 m), ainsi que la restructuration de l'immeuble de l'Aviation Civile (Paris 6^e) ont également été remarquables.



Façade du 48, avenue de France PARIS 13^e
© Christophe Demonfaucon 2016

Adresse :

29 boulevard Bourdon
75004 Paris
Tél. : 01 42 77 20 20

Site : www.siem.fr

Date de création :

1955

Capital : 4 235 625 €

Présidente :

Sandrine CHARNOZ

Directrice générale :

Valérie DE BREM

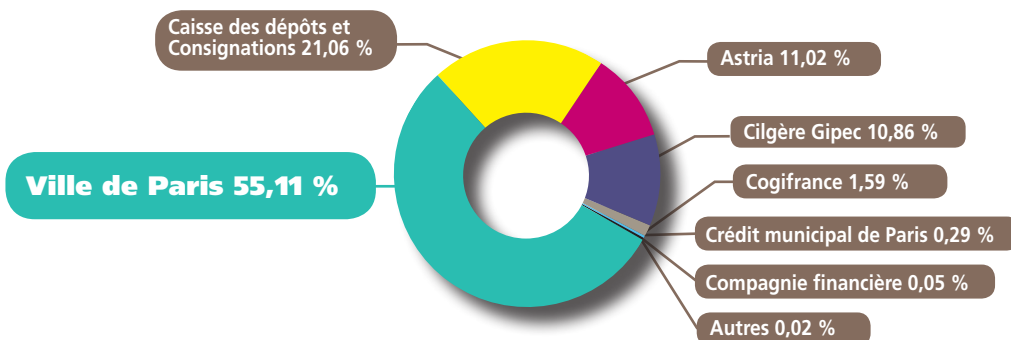
Statut :

Société immobilière d'économie mixte locale

Objet social :

Construction et gestion de logements

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Total actif immobilisé net	943 937	885 052	Capitaux propres	28 897	15 315
Stocks et en cours	1 753	6 647	Résultat de l'exercice	14 359	13 582
Créances d'exploitation	52 477	44 752	Subventions d'investissement	476 765	481 061
Autres créances (essentiellement subventions)	96 875	120 615	Provisions réglementées	85	119
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	52 192	95 815	Provisions pour risques et charges	18 172	25 180
Charges constatées d'avance	592	881	Dettes financières	511 691	514 616
Total actif circulant net	203 890	269 717	Dettes d'exploitation et dettes diverses	95 485	99 416
Total actif	1 147 827	1 154 769	Produits constatés d'avance	2 370	5 480
			Total passif	1 147 827	1 154 769

➤ Une hausse des actifs immobilisés nets de près de 60 M€ par rapport à 2014, reflétant la progression des investissements de production et de réhabilitation de logements sociaux. Ces investissements ont été financés par la mobilisation de subventions d'investissement et de nouveaux emprunts, mais aussi à partir du fonds de roulement.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

	2015	2014		2015	2014
Produits d'exploitation	126 491	125 005	Produits exceptionnels	3 967	194
Charges d'exploitation	101 816	97 279	Charges exceptionnelles	1 112	1 230
Résultat d'exploitation	24 675	27 726	Résultat exceptionnel	2 855	- 1 036
Produits financiers	1 058	1 387	Impôt sur les bénéfices et participation	4 256	3 626
Charges financières	9 973	10 868	Résultat net	14 359	13 582
Résultat financier	- 8 915	- 9 481			
Résultat courant avant impôt	15 760	18 244			

➤ Le résultat d'exploitation passe de 27,7 M€ en 2014 à 24,7 M€, en raison d'une forte progression des charges d'exploitation (+4,6 %). Ce recul est cependant compensé par la hausse du résultat financier, lié au remboursement anticipé de financements excédentaires sur certaines opérations de construction, et aux produits exceptionnels de pénalités de retard sur les chantiers.

HISTORIQUE

Activité

La Siemp est un bailleur social gérant un patrimoine de 11 532 logements, dont 7 261 conventionnés. Ce patrimoine est réparti pour moitié à Paris et pour moitié en banlieue (Yvelines, Essonne et Val-de-Marne).

Forte de 10 ans de lutte contre l'habitat indigne, la Siemp a acquis une spécificité sociale à laquelle elle est très attachée et connaît un fort dynamisme : entre 2005 et 2015, la Siemp a accru son parc de 35% et a construit et mis en location 3 030 logements, dont 2 300 issus du traitement de l'insalubrité.

1950 Donation à la Ville de Paris par le comte de Bendor de terrains situés à La Celle-Saint-Cloud (domaine de Beauregard).

1955 Création pour une durée de 50 ans de la Société immobilière d'économie mixte du domaine de Beauregard, en partenariat avec la Société immobilière du domaine de Beauregard pour la réalisation d'une première tranche de 1 500 logements.

1959 Adoption de la dénomination sociale actuelle (Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris) et extension des missions (nouveaux programmes).

2002 Signature de la Convention publique d'aménagement (CPA) par laquelle la Siemp devient un opérateur majeur de la politique municipale de résorption de l'habitat insalubre.

2003 Mise en conformité des statuts de la Société avec les dispositions de la loi NRE et de la loi du 02 janvier 2002. Dissociation des fonctions de Président de Conseil d'administration et de Directeur général.

Mise en œuvre de la mission de mobilisation du parc de logements vacants.

2007 Désignation de la SIEMP pour la mise en œuvre de l'Opération programmée d'amélioration des hôtels meublés (Opahm).

2008 Fin de la mission de mobilisation du parc de logements vacants.

2010 Fin de la CPA insalubrité et création de la Soreqa. Fin de la mission OPAHM. Contribution de la Siemp au dispositif « Louez solidaire et sans risque ».

2013 Résiliation des conventions de gestion liant la Siemp à la Ville et augmentation de capital de la société.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

98.7 M€

TOTAL DU BILAN

1 148 M€

NOMBRE DE LOGEMENTS

11 532

EFFECTIF

217 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

En 2015, la SIEMP a livré 316 logements. Parmi eux, 131 logements, dont 43 diffus, sont issus du traitement de l'insalubrité.

Elle a également mis en chantier 280 logements, 7 locaux d'activité et 28 emplacements de stationnement. Au 31 décembre 2015, elle comptait 67 chantiers en cours, soit 676 logements



37, rue de l'Orillon 75011 Paris,
© Architectes Babin&Renaud

SOREQA

Société de requalification des quartiers anciens

Adresse :

29 boulevard Bourdon
75004 Paris
Tél. : 01 49 96 24 50 ou 25 90

Site : www.soreqa.fr

Date de création :
2010

Capital : 150 000 €

Présidente :

Sandrine CHARNOZ

Directrice générale :

Valérie de BREM

Directrice :

Céline BRODOVITCH
(jusqu'au 30/06/2015),
Sylvie FROISSART
(depuis le 01/07/2015)

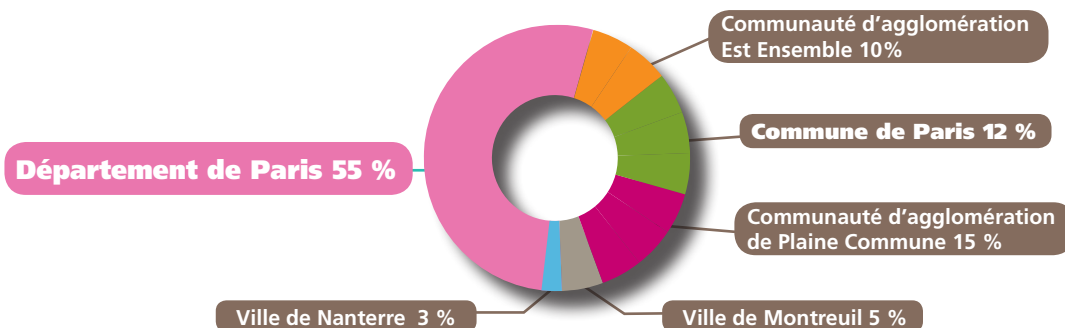
Statut :

Société publique locale
d'aménagement (SPLA)

Objet social :

Opérations visées à l'article
L.327-1 du code de l'urbanisme
pour le compte exclusif des col-
lectivités actionnaires, notam-
ment en vue de traiter l'habitat
insalubre ou dégradé.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	166	5	Ressources propres et quasi fonds propres	165	172
Immobilisations corporelles	7	7	Provisions pour risques et charges	241	248
Immobilisations financières	44	35	Ressources d'emprunt et dettes assimilées	26 025	22 452
Total actif immobilisé net	217	47	Total des capitaux permanents	26 431	22 872
Stocks nets	32 950	32 593	Dettes financières à moins d'1 an	77	63
Actifs d'exploitation et actifs divers	1 296	7 372	Dettes d'exploitation et divers	2 636	3 452
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	10 980	8 595	Total des dettes d'exploitation et à court terme	2 713	3 516
Charges constatées d'avances	5	6	Produits constatés d'avance	16 302	22 225
Total actif circulant net	45 231	48 566	Total PASSIF	45 448	48 614
Total ACTIF	45 448	48 614			

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	29 832	30 492	Charges d'exploitation	29 839	30 458
Produits financiers	0	0	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	0	0	Charges exceptionnelles	0	0
			Participation et intéressement des salariés	0	0
			Impôts sur les bénéfices	0	21
			Résultat de l'exercice	- 7	13

► La SOREQA enregistre sur l'exercice 2015 une perte nette de 7 420€ pour un bénéfice de 13 470€ en 2014. Ce résultat porte exclusivement sur l'activité de vente d'étude, qui constate en produits l'avancement des prestations rendues et en charges les coûts directs exposés.

En 2015, les charges de personnel s'élèvent à 2 191 k€ contre 1 751 k€ en 2014, soit une forte progression de 25%. Cette hausse est due à l'effet en année pleine de recrutements réalisés fin 2014 et au recrutement de 3 nouveaux collaborateurs pour accompagner la montée en charge sur les différentes opérations en 2015, portant l'effectif de la SOREQA à 29 salariés.

Les trois concessions d'aménagement confiées à la SOREQA antérieurement à l'exercice (Ville de Paris ; Saint-Denis concédée par Plaine-Commune ; Montreuil concédée par Est-Ensemble) se déroulent à un rythme satisfaisant.

Concernant la concession parisienne, la SOREQA signale une avance de trésorerie sur les montants prévus pour l'acquisition de foncier d'environ 3 M€. Ce montant représente une économie nette sur la concession ; celle-ci est due à de moindres coûts d'acquisition et d'éviction commerciale ainsi qu'à des recettes de cessions plus importantes que prévues dans l'EPPC

HISTORIQUE

Activité

La Société de requalification des quartiers anciens (Soreqa) est un opérateur global de traitement de l'habitat dégradé. Elle intervient aussi bien sur des parcelles privées destinées à le rester que sur des parcelles publiques ou vouées à une maîtrise foncière publique en raison de leur dégradation. Elle dispose de compétences et d'un savoir-faire qui lui permettent de conduire l'ensemble des étapes de l'action de résorption de l'habitat dégradé : acquisition foncière, gestion intercalaire, actions d'aménagement, relogement des occupants et accompagnement des actions d'amélioration des immeubles privés dégradés.

Le territoire d'intervention de la Soreqa, toujours en quartier ancien dégradé, est défini par ses actionnaires : après les deux concessions initiales sur Paris et Saint-Denis, la Soreqa intervient désormais à Montreuil, et prépare de nouvelles opérations sur d'autres communes de Plaine Commune ou d'Est Ensemble, ainsi qu'à Nanterre.

2010

Mai : immatriculation de la société Soreqa.

Juillet : signature de la concession d'aménagement avec la Ville de Paris pour une durée de 5 ans.

Décembre : signature de la concession d'aménagement avec la Communauté d'agglomération Plaine Commune pour une durée de 6 ans.

2012

Entrée au capital de la SPLA de la Communauté d'agglomération Est Ensemble et de la ville de Montreuil.

2014

Mars : signature de la concession d'aménagement ZAC Fraternité avec la communauté d'agglomération Est Ensemble.

Octobre : Entrée au capital de la SPLA de la ville de Nanterre.

2015

Juin : signature de la concession d'aménagement du quartier du Marcreux à Aubervilliers avec la communauté d'agglomération Plaine Commune

Juillet : signature de la concession d'aménagement du quartier des Coutures à Bagnolet avec la communauté d'agglomération Est Ensemble

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

26 M€

TOTAL DU BILAN

46 M€

EFFECTIF MOYEN

29

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

Le Conseil Communautaire d'Est Ensemble a confié à la Soreqa l'aménagement du secteur de Bagnolet et le suivi-animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat. Parallèlement, la société s'est vue confier le traitement des îlots Port-Landy et Port-Fabien dans le cadre du quartier du Marcreux à Aubervilliers par la Communauté d'Agglomération de Plaine Commune.

La Communauté d'Agglomération d'Est Ensemble a sollicité la Soreqa pour mener deux mandats d'études préalables à une concession d'aménagement. L'un sur le secteur PNRQAD de Bagnolet, l'autre sur 17 immeubles très dégradés de huit communes.

Dans la continuité de la concession d'aménagement confiée à la Soreqa le 7 juillet 2010 et de ses six avenants, le Conseil de Paris a confié à la société, par délibération de décembre 2015, un septième avenant portant sur le traitement de quatre nouvelles adresses. La Ville de Paris a par ailleurs mandaté la Soreqa pour une étude relative à une intervention à l'échelle du lot de copropriété, et notamment sur les anciennes chambres de service.



7, rue Caplat 75018 Paris
© Jean-Claude Pattacini

SEMPARISEINE

Société d'économie mixte Paris Seine

Adresse :

2 rue Jean-Lantier
75001 Paris
Tél. : 01 44 88 84 00

Site : www.sempariseine.fr

Date de création :

La SEMPARISEINE est issue de la fusion, en 2007, de la SEMEA 15 et de la SEM Paris Centre, sociétés créées respectivement en 1958 et 1984

Capital : 320 576 €

Président :

Jacques BAUDRIER

Directeur général :

Dominique HUCHER

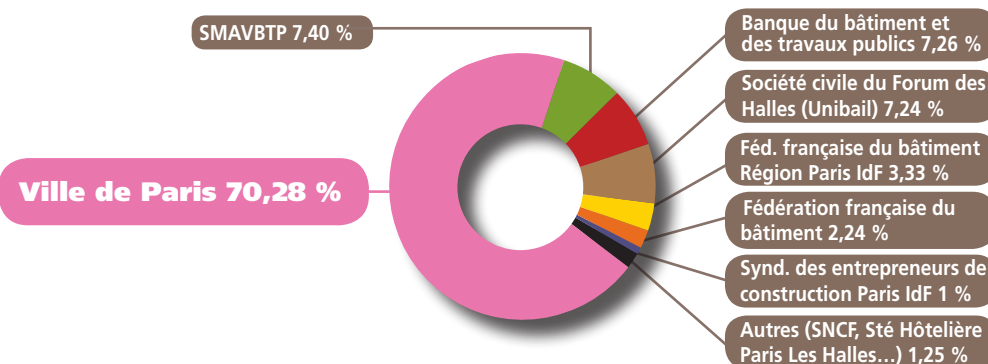
Statut :

Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :

Aménagement, construction et
réhabilitation, gestion d'ouvrages

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	219	236	Ressources propres et quasi fonds propres	35 825	34 269
Immobilisations corporelles	33 891	33 720	Provisions pour risques et charges	8 631	6 108
Immobilisations financières	400	379	Total des capitaux permanents	44 456	47 846
Total actif immobilisé net	34 510	34 336	Dettes d'exploitation et à court terme	147 043	256 405
Stocks nets	12 217	60 931	Produits constatés d'avance	24 667	80 547
Actifs d'exploitation et actifs divers	32 913	124 283	Total PASSIF	216 166	377 329
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	136 526	157 778			
Charges constatées d'avances	0	0			
Total actif circulant net	181 656	342 992			
Total ACTIF	216 166	377 329			

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	37 524	50 857	Charges d'exploitation	35 625	50 579
Produits financiers	272	1 429	Charges financières		
Produits exceptionnels	160	1 863	Charges exceptionnelles	30	52
			Participation et intéressement des salariés	744	834
			Résultat de l'exercice	1 557	2 684

► La SemPariSeine affiche un résultat de 1,6 M€ en 2015, contre un résultat de 2,6 M€ en 2014 qui tenait à l'importance de cessions de baux à construction réalisées sur la dalle Beaugrenelle/Front de Seine.

Les fonds propres de la société sont confortés à 35,8 M€ contre 34,3 M€ en 2014.

HISTORIQUE

Activité

La SemPariSeine exerce son activité dans trois domaines :

- l'aménagement urbain, avec l'objectif de renouveler la ville pour améliorer la qualité de vie, accueillir de nouveaux habitants et des emplois, et aménager l'espace public ;
- la maîtrise d'ouvrage, soit pour son compte propre, soit pour celui de collectivités mandantes, avec la mise en œuvre de projets de construction d'équipements neufs ou de rénovation ;
- la gestion et l'entretien d'ouvrages complexes, au sein d'un ensemble immobilier marqué par l'urbanisme des années 1960/70 pour l'ouvrage-dalle du Front de Seine et au sein du quartier des Halles, en cours de réaménagement, pour le site du Forum.

1958 Création de la Compagnie foncière du 15^e arrondissement, transformée en 1961 en société d'économie mixte d'aménagement, la SEMEA 15.

1984 Création de la Société de Construction et de Gestion du Secteur des Halles (SCGH) qui reprend les activités de gestion locative de la SEMAH (aménageur du Forum des Halles). Changement de dénomination pour devenir SEM Paris Centre (2003).

2000 Élargissement de l'objet social de la SEMEA 15 aux activités de gestion d'équipements et de services publics.

2006 Le Conseil de Paris décide de maintenir définitivement dans le patrimoine de la SEMEA 15 l'ouvrage-dalle du Front de Seine.

2007 La SEMPARISEINE est issue de la fusion-absorption de la SEM Paris Centre par la SEMEA 15.

2008 Transfert de l'activité de gestion immobilière et de construction de logements sociaux à la SGIM.

2009 La SEMPARISEINE est désignée mandataire de la Ville de Paris pour la mise en œuvre du projet de réaménagement des Halles.

2012 Obtention de la certification norme ISO 9001.

2013 Obtention de la certification norme ISO 14001.

2015 Renouvellement de la double certification aux normes ISO 9001-14001

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

75 M€

TOTAL DU BILAN

216 M€

EFFECTIF

63 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

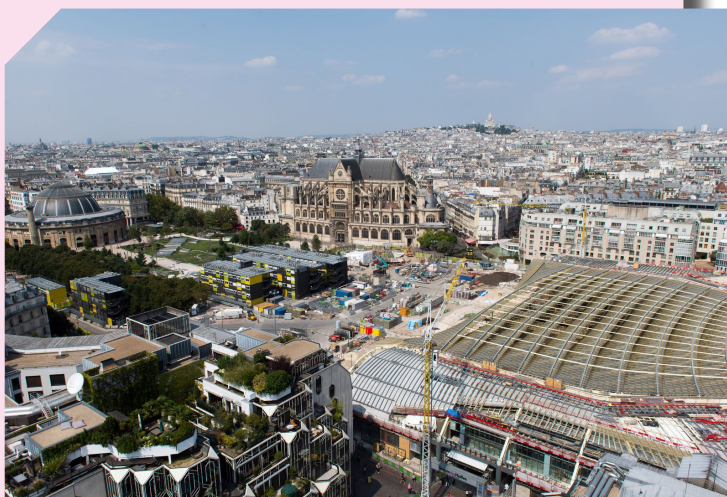
Dans le 1^{er} arrondissement, le tant attendu réaménagement des Halles a continué avec l'achèvement de la grande verrière de la Canopée, la livraison de l'équipement sportif Centr'Halles Park, la poursuite des travaux sur les jardins, les accès et les voiries souterraines, ainsi que le retrait de la cité de chantier qui disparaît progressivement du paysage. Le début 2016 a quant à lui été marqué par l'inauguration de la Canopée le 5 avril.

A l'ouest, dans le 15^{ème} arrondissement, Boucicaut arbore désormais le label EcoQuartier. Une reconnaissance pour ce projet durable et responsable qui prend peu à peu vie. 2015 a ainsi accueilli de nouveaux logements sociaux, un hôtel d'entreprise et un incubateur de start up innovantes.

Quelques rues plus loin, le quartier du Front de Seine a poursuivi sa mue. 2015 a permis de commencer les travaux de réaménagement de l'îlot Bérénice, et de la dalle Brazzaville. Enfin, le maître d'œuvre en charge de la conception de la signalétique a été notifié et a commencé sa mission.

Autre moment fort de 2015 : dans le 8^{ème} arrondissement, la ZAC Beaujon a donné le jour à 31 logements supplémentaires.

Quant au projet d'entreprise, les équipes de la SemPariSeine ont obtenu en septembre 2015 le renouvellement de la double certification ISO 9001 - ISO 14001 de la société.



© Franck Badaire photographe

SEMAPA - SPLA

Société d'études, de maîtrise d'ouvrage et d'aménagement parisienne

Adresse :

69-71 rue du Chevaleret
75013 Paris
Tél. : 01 44 06 20 00

Site :

www.semapa.fr

Date de création :

Création de la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris en 1985, transformation en SPLA, Société d'Etudes, de Maîtrise d'Ouvrage et d'Aménagement Parisienne, au 1^{er} trimestre 2012.

Capital : 472 287 €

Président :

Jérôme COUMET

Directeur général :

Jean-François GUEULLETTE

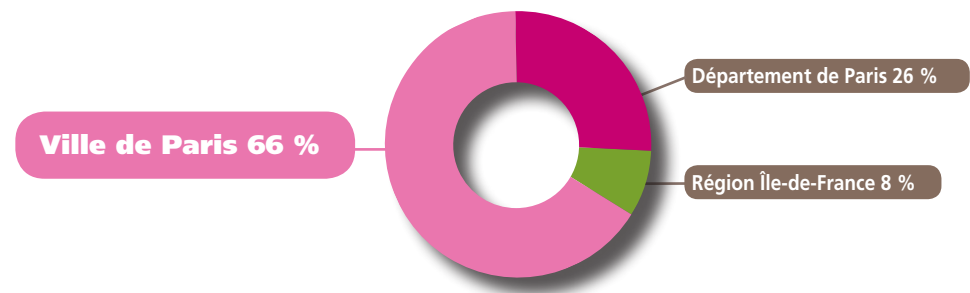
Statut :

Société publique locale d'aménagement

Objet social :

Études et réalisation d'opérations d'aménagement

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	37	23
Immobilisations corporelles	2944	3 502
Immobilisations financières	524	509
Total actif immobilisé net	3 505	4 034
Stocks nets	239 844	253 937
Actifs d'exploitation et actifs divers	260 721	387 904
<i>Valeurs mobilières de placement et disponibilités</i>	<i>182 070</i>	<i>77 959</i>
Charges constatées d'avance	27	14
Total actif circulant net	683 107	719 814
Total ACTIF	686 612	723 848

PASSIF	2015	2014
Ressources propres et quasi fonds propres	8 005	5 227
Provisions pour risques et charges	12 262	9 232
Ressources d'emprunt et dettes assimilées	220 000	280 500
Total des capitaux permanents	240 267	294 959
Dettes financières à moins d'1 an	210 704	104 650
Dettes d'exploitation et divers	235 641	306 425
Total des dettes d'exploitation et à court terme	446 345	411 075
Produits constatés d'avance	20 593	17 814
Total PASSIF	686 612	723 848

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014
Produits d'exploitation	218 151	252 148
Produits financiers	1 135	1 087
Produits exceptionnels	3 891	4

CHARGES	2015	2014
Charges d'exploitation	218 939	252 756
Charges financières	0	
Charges exceptionnelles	1 363	1
Participation et intéressement des salariés	97	97
Impôts sur les bénéfices	0	
Résultat de l'exercice	2 779	385

Le chiffre d'affaires 2015 et les charges d'aménagement se maintiennent à un niveau conséquent, sans cependant atteindre les niveaux importants constatés l'année précédente. Les cessions de charges foncières permettent de constater un chiffre d'affaires de 213 M€ contre 264 M€ en 2014 et les charges d'aménagement s'élèvent à 192 M€ contre 240 M€. Le compte de résultat fait ressortir un bénéfice de 2.8 M€, en application des règles comptables relatives aux opérations sous concession.

HISTORIQUE

Activité

La SEMAPA est un des principaux aménageurs des opérations d'urbanisme de la Ville de Paris. Elle est en charge de plusieurs opérations d'aménagement : Paris Rive Gauche, Gare de Rungis, Joseph Bédier-Porte d'Ivry, 90 boulevard Vincent Auriol et Paul Bourget. Elle réalise également des missions de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de bâtiments, étroitement liées à la réalisation des opérations d'urbanisme en cours.

La SEMAPA, dans son activité principale d'aménageur concessionnaire, assume deux missions : la réalisation d'un programme de constructions (par la vente de droits à construire) et la réalisation d'un programme d'équipements publics (voiries, réseaux, espaces publics).

1991 Convention Ville de Paris-SEMAPA pour Paris Rive Gauche (PRG), définissant le programme et les missions de la SEMAPA : équipements à réaliser, surfaces à commercialiser. Convention de partenariat Ville de Paris/SNCF pour PRG.

1993 et 1995 Consultation internationale d'urbanisme pour le quartier Austerlitz, puis Masséna.

1997 Révision du plan d'aménagement de zone de PRG.

2000 Protocole Ville de Paris/Etat/Région pour créer un pôle universitaire (30 000 étudiants et chercheurs) dans PRG. Première certification Iso 14 001 «Management environnemental» obtenue pour PRG.

2003 Nouveau dossier de réalisation pour PRG modifiant les programmes et nouveau Plan local d'urbanisme (PLU) : programme universitaire, espaces verts augmentés, programme de bureaux réduit.

2006 École d'architecture Paris-Val-de-Seine et Paris 7 : première rentrée dans PRG traduisant son programme universitaire.

2010 Modification du PLU de PRG pour Masséna-Bruneseau, autorisant des immeubles de grande hauteur.

2011 Nouvelle convention de partenariat Ville de Paris/SEMAPA/SNCF/RFF, succédant à celle de 1991.

2012 Transformation de la SEMAPA en SPLA et prorogation de l'opération PRG à 2024.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

213 M€

TOTAL DU BILAN

687 M€

EFFECTIF

70 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

ZAC Paris Rive Gauche : démarrage de l'atelier de conception qui réunit l'ensemble des acteurs du projet A7A8a d'Austerlitz (près de 52 000 m² de bureaux et activités + espaces publics), engagement du processus de désignation de l'équipe qui aura à réaliser le pont qui franchira le faisceau ferroviaire en amont de la gare, et ouvrira la perspective de la chapelle de la Pitié vers la Seine.

Au nord de l'avenue de France, M6. A2/A3 «Home» réalisé par Hamonic & Masson et Comte et Vollenweider a été livré en 2015.

ZAC Joseph Bédier Porte d'Ivry : deux opérations de logements livrées en 2015 ou en cours de livraison : la Maison Internationale de Séjour (600 lits répartis dans trois programmes) et une structure pour personnes âgées dépendantes de 3.500m². Les deux immeubles de bureaux, qui seront occupés par des directions de la Ville, de part et d'autre de l'avenue de la Porte d'Ivry, sont en travaux. La livraison est attendue pour mars 2017.

90 boulevard Vincent Auriol (Cité Doré) : finalisation de la fiche d'ilot avec la maîtrise d'oeuvre urbaine «Urban-Act», et réalisation des sondages préalables au lancement de l'opération.

ZAC Paul Bourget (Porte d'Italie) : avancement des études, notamment pour l'aménagement des espaces publics. Des aménagements provisoires ont été réalisés pour permettre la desserte des lots 1 et 2 réalisés et livrés par Elogie.

ZAC Porte de Vincennes : traité de concession confiant le projet à la SEMAPA signé en décembre sur les deux arrondissements du 12^e et 20^e.



Tour Biodiversité
© E. François, architecte- MO Paris Habitat

SEMAVIP

Société d'économie mixte d'aménagement de la Ville de Paris

Adresse :

12 passage Susan Sontag - CS
10034 - 75927 PARIS CEDEX 19
Tél. : 01 53 26 87 00

Courriel :

semavip@semavip.fr

Site : www.semavip.fr

Date de création : 1985

Capital : 7 763 000€

Président :

François DAGNAUD

Directeur général :

Jean-François DANON

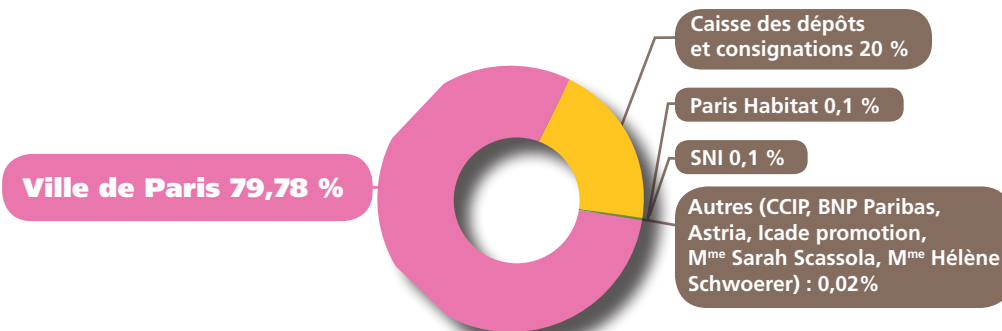
Statut :

Société anonyme d'économie mixte locale

Objet social :

Études et réalisations d'opérations d'aménagement

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	54	30	Ressources propres et quasi fonds propres	3 264	4 848
Immobilisations corporelles	4 964	5 153	Provisions pour risques et charges	35 249	26 199
Immobilisations financières	323	323	Ressources d'emprunt et dettes assimilées	12 867	20 259
Total actif immobilisé net	5 341	5 506	Total des capitaux permanents	51 380	51 306
Stocks et encours et avances sur commandes	16 842	49 701	Dettes financières à moins d'un an	0	2
Créances clients et autres créances	3 205	12 629	Dettes d'exploitation et divers	17 367	25 425
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	105 646	85 863	Total des dettes d'exploitation et à court terme	17367	25 427
Charges constatées d'avance	509	148	Produits constatés d'avance et comptes de régularisation	62 796	77 116
Total actif circulant net	126 203	148 341	Total PASSIF	131 544	153 847
Total ACTIF	131 544	153 847			

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	68 782	68 816	Charges d'exploitation	68 570	68 701
Produits financiers	30	32	Charges financières	1825	1 006
Produits exceptionnels	0	0	Charges exceptionnelles	0	26
			Participation et intéressement des salariés	0	0
			Impôts sur les bénéfices	0	0
			Résultat de l'exercice	(1 583)	(885)

► Le résultat d'exploitation 2015 s'élève à 212 K€, en augmentation par rapport à 2014 (97 K€). Néanmoins, les pertes enregistrées par sa filiale la SAS Paris Nord Est se traduisent par un résultat net de l'exercice négatif de 1 583 K€.

HISTORIQUE

Activité

La SEMAVIP intervient dans le Nord et l'Est de Paris. Elle conduit et réalise de grandes opérations d'aménagement sur les territoires en périphérie de Paris (ZAC Claude Bernard, ZAC Porte Pouchet et secteur Paul Meurice) mais aussi des opérations plus spécifiques comme le remodelage de quartiers faubouriens et de lutte contre l'habitat indigne à Château Rouge et Ourcq-Jaurès.

Sur l'opération de reconversion de l'Entrepôt Macdonald, la SEMAVIP assure, pour le compte de la SAS ParisNordEST (dont elle est un des Associés), une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (pilotage de la coordination architecturale, des études et travaux, commercialisation des droits à construire).

1985 Création de la société.

1994 Absorption de la SAEMA et de la SOPAREMA.

1999 Reprise des opérations de la SAEMAR Saint-Blaise.

2006 Prise de participation de la SEMAVIP dans la SAS Paris Nord-Est, société créée avec la CDC et Icade pour réaliser la restructuration de l'entrepôt Macdonald.

2008 Augmentation du capital social qui est porté à une valeur nominale de 6,8 M€.

2010 Élaboration du plan de développement de la SEMAVIP et modification de ses statuts pour lui permettre notamment d'intervenir dans le secteur du développement durable.

Constitution d'une structure dédiée au développement de projets d'énergie photovoltaïque, la SAS SOLARVIP, en partenariat avec SAFIDI filiale d'EDF, la Caisse d'Épargne et le Crédit Coopératif.

2013 Capital social porté à 7 763 000 €.

2014 Installation de la SEMAVIP dans son nouveau siège au sein de l'opération Paris Nord Est.

2015 Lancement du processus de rapprochement entre la SEMAVIP et Paris Batignolles Aménagement.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

100.2 M€

TOTAL DU BILAN

131,5 M€

EFFECTIF

27 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

Opération Porte Pouchet : livraison de l'équipement TAM/BSPP/Stade Max Roussié et lancement des travaux de la préfourrière ; ouverture de la crèche Rebière ; signature de l'acte de vente pour la résidence hôtelière avec CFA ; poursuite des études et de la concertation pour les travaux de la place Pouchet.

Opération Paul Meurice : lancement des travaux de dépollution ; signature avec Nexity-Crédit Agricole d'un acte de vente pour un programme de bureaux de 22 500 m² ; réalisation du permis de construire pour un hôtel d'entreprise réalisé par ALSEI et lancement des études pour l'aménagement des voies publiques.

Opération Claude Bernard : la passerelle périphérique (ouverte en octobre) a été posée et les travaux de la passerelle darse ont été lancés. Le dernier programme de 88 logements à loyer maîtrisé a été livré.

Opération Château Rouge : la SEMAVIP a conclu plusieurs actes de vente notamment pour un programme de 14 logements PLU avec l'Association Foncière Logements, de 13 logements PLS avec Batigère et d'un programme d'entreprises culturelles autour des musiques du monde.

Opération Macdonald : Assistance à la SAS Paris Nord Est pour la préparation de l'acte de vente des locaux commerciaux, et pour le suivi contractuel sur les travaux post livraison ; Installation des premiers habitants suite aux travaux des espaces extérieurs. La commission de sécurité préalable à la remise des parkings à l'exploitant a eu lieu et la crèche a été réceptionnée par la Ville.

Filiale SOLARVIP : Choix d'un nouveau prestataire pour améliorer la gestion des deux centrales Quintescence et Halle Pajol.



perspective du quartier Borel vu du ciel © @Infime

Paris Batignolles Aménagement

Société publique locale d'aménagement

Adresse :

7 rue Henri-Rochefort
75017 Paris
Tél. : 01 75 77 35 00

Courriel :

contact@parisbatignolles.fr -

Site :

http://paris-batignolles-amenagement.fr

Date de création :

Mai 2010

Capital : 6 000 000 €

Présidente :

Annick LEPETIT

Directeur général :

Jean-François DANON

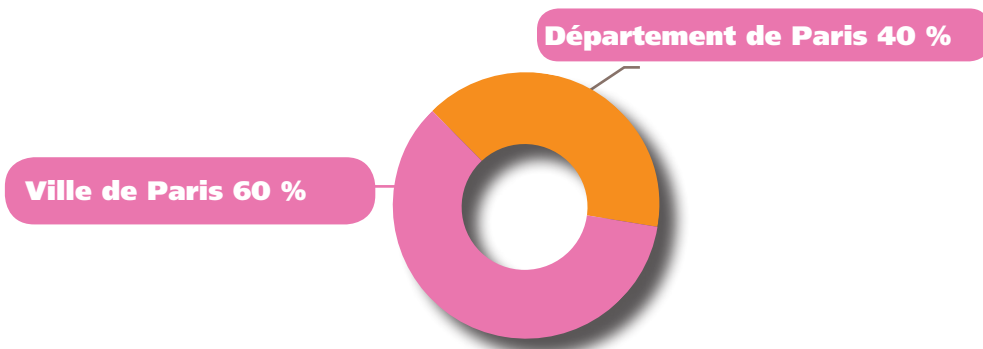
Statut :

Société publique locale
d'aménagement (SPLA)

Objet social :

Opérations d'aménagement
pour le compte des collectivités
actionnaires sur l'ensemble du
territoire parisien.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	28	46	Ressources propres et quasi fonds propres	6 102	6 076
Immobilisations corporelles	63	55	Provisions pour risques et charges	0	1 717
Immobilisations financières	87	86	Ressources d'emprunt et dettes assimilées	290 177	358 752
Total actif immobilisé net	178	188	Total des capitaux permanents	296 279	366 545
Stocks nets	18 809	352 855	Dettes financières à moins d'un an	0	0
Actifs d'exploitation et actifs divers	40 997	30 065	Dettes d'exploitation et divers	47 402	69 882
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	230 809	93 909	Total des dettes d'exploitation et à court terme	47 402	69 882
Charges constatées d'avance	53 336	59	Produits constatés d'avance	448	40 648
Total actif circulant net	343 951	476 889	Total PASSIF	344 129	477 077
Total ACTIF	344 129	477 077			

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	30 102	48 387	Charges d'exploitation	30 098	48 384
Produits financiers	30	26	Charges financières	0	0
Produits exceptionnels	0	0	Charges exceptionnelles	0	0
			Participation et intéressement des salariés	0	0
			Impôts sur les bénéfices	8	4
			Résultat de l'exercice	25	25

Les comptes de PBA enregistrent un résultat net excédentaire de 25 k€, similaire au résultat de 2014. La SPLA enregistre en 2015 un résultat d'exploitation de 3 k€. Les charges d'exploitation sont ainsi largement couvertes par les rémunérations perçues par la société au titre des concessions d'aménagement des ZAC Cardinet Chalabre (0,1 M€) et Clichy-Batignolles (2,2 M€).

Le chiffre d'affaires total de 2015 y compris les participations de la Ville s'élève à 370,9 M€ contre 104 M€ en 2014. Cette variation s'explique par la signature de 7 actes de ventes sur Clichy Batignolles générant un CA de 252 M€ en 2015 contre 68M€ en 2014.

HISTORIQUE

Activité

Paris Batignolles Aménagement est aménageur du projet Clichy Batignolles. A ce titre la SPLA est garante des ambitions du projet en termes de qualité urbaine, architecturale et environnementale.

Dans le cadre de sa mission, elle mène les études préalables, acquiert le foncier qu'elle viabilise, réalise certains ouvrages d'infrastructures, commercialise les charges foncières, coordonne et planifie l'ensemble des interventions. Elle organise, enfin, la concertation avec les citoyens et promeut l'opération auprès de ses partenaires.

Sur 54 ha au Nord Est du 17^{ème} arrondissement, l'opération Clichy Batignolles développe un programme mixte de logements (dont au moins 50% des surfaces dédiées au logement social), commerces, bureaux et équipements publics, autour d'un parc de 10 hectares. Le site a été désigné en 2009 pour accueillir le futur Palais de Justice de Paris et s'accompagne d'un projet de transports structurant comportant deux stations de la ligne 14 prolongée ainsi que le Tramway T3.

Le projet se déploie sur la ZAC Cardinet Chalabre de 7,3 ha, créée en 2005 pour engager l'opération et livrer une première tranche du parc en 2007, et la ZAC Clichy Batignolles, de 43 ha, créée en 2007.

2005 Création de la ZAC Cardinet Chalabre.

2007 Création de la ZAC Clichy-Batignolles / Ouverture de la première tranche du parc.

2009 Décision d'implanter le futur palais de justice de Paris à Clichy-Batignolles.

2010 Création de la SPLA Clichy-Batignolles et premiers chantiers de construction d'immeubles.

2011 Révision simplifiée du PLU, nouveau dossier de réalisation de la ZAC Clichy-Batignolles, traité de concession d'aménagement.

2012 Signature par l'Etat du contrat de PPP relatif au palais de justice / Commercialisation des lots et conception urbaine et architecturale de la phase 1 du secteur ouest.

2013 Commercialisation des lots et conception urbaine et architecturale de la phase 2 du secteur ouest.

2014 Ouverture de la deuxième tranche du parc

2015 Livraison du secteur Est de la ZAC Clichy Batignolles soit près de 1 300 logements accueillant 2 400 habitants.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

371 M€

TOTAL DU BILAN

344 M€

EFFECTIF

17 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

La tenue en 2015 de la COP 21 à Paris a été l'occasion de présenter à plus de 60 délégations internationales l'opération Clichy Batignolles confirmant ainsi son caractère exemplaire en termes d'innovation et de développement durable.

A l'Est du parc, 1 300 logements ont été livrés et près de 2 400 habitants s'y sont installés. Ce secteur illustre l'ambition du projet : architectures variées et remarquables avec un immeuble atteignant 50 mètres et mixité des usages (logements familiaux de deux établissements pour personnes âgées, d'un foyer d'accueil médicalisé, d'un groupe scolaire et d'un centre de protection maternelle et infantile).

De l'autre côté du parc, sur le secteur Ouest, l'ensemble des permis de construire ont été délivrés. Sept lots ont été commercialisés. Plus de 1 200 logements sont en construction, près de 48 000 m² de bureaux et 17 000 m² de commerces sur ce secteur.

Le chantier du Palais de Justice de Paris est l'événement le plus emblématique du secteur Nord avec sa silhouette qui s'inscrit progressivement dans le paysage parisien.



Paris-Batignolles © Sergio Grazia

Adresse :

7 avenue de la République
75011 Paris
Tél. : 01 43 45 98 98

Site : www.semaest.fr

Date de création :
1983

Capital : 4 926 660 €

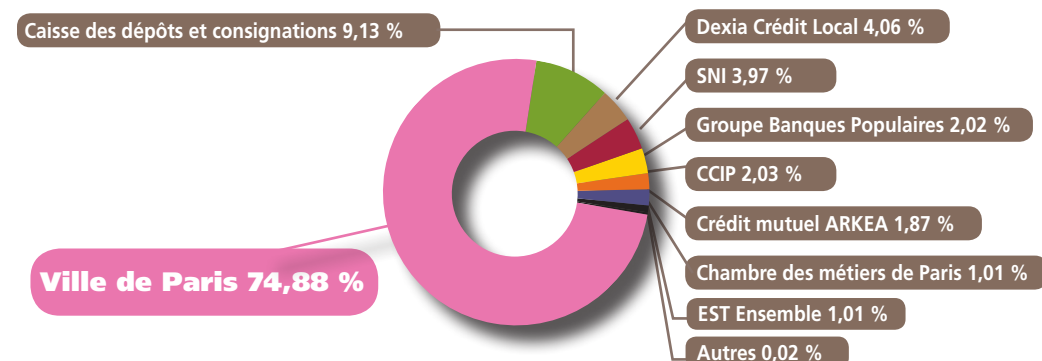
Présidente :
Joëlle MOREL

Directeur général :
Didier DELY

Statut :
Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :
Études et réalisations
d'opérations d'aménagement et
de développement économique.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	396	448
Immobilisations corporelles	15 782	12 472
Immobilisations financières	6 561	6 560
Total actif immobilisé net	22 739	19 480
Stocks nets	38 369	44 092
Actifs d'exploitation et actifs divers	10 649	6 672
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	26 941	51 194
Charges constatées d'avances	146	1
Total actif circulant net	76 105	101 960
Total ACTIF	98 844	121 439

PASSIF	2015	2014
Ressources propres et quasi fonds propres	17 541	17 577
Provisions pour risques et charges	618	825
Ressources d'emprunt et dettes assimilées	45 872	39 537
Total des capitaux permanents	64 031	57 940
Dettes financières à moins d'1 an	6 491	15 694
Dettes d'exploitation et divers	18 357	34 567
Total des dettes d'exploitation et à court terme	24 848	50 261
Produits constatés d'avance	9 965	13 238
Total PASSIF	98 844	121 439

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014
Produits d'exploitation	10 753	10 332
Produits financiers	80	410
Produits exceptionnels	238	74

CHARGES	2015	2014
Charges d'exploitation	10 654	10 086
Charges financières	102	104
Charges exceptionnelles	72	383
Participation et intéressement des salariés	125	107
Impôts sur les bénéfices	4	61
Résultat de l'exercice	113	75

Les produits d'exploitation s'élevaient à 10,7 M€, en progression de 4,1 % grâce à la hausse du chiffre d'affaires de la société (7,2 M€, +8%), due notamment, en 2015, aux honoraires d'assistance à maîtrise d'ouvrage du chantier de réhabilitation de l'AccorHôtels Aréna. Néanmoins, la répartition des produits reflète le poids croissant du développement économique dans le plan de charge de la société et le ralentissement des activités d'aménagement.

Les charges d'exploitation progressent de 5,6% en dépit de la maîtrise des frais généraux, principalement du fait de dépenses de personnel en hausse. Celle-ci s'explique par le nouveau projet interne d'entreprise mis en place en 2014 et le développement du programme CoSto. Le résultat net enregistre toutefois une hausse due aux produits exceptionnels de l'exercice, constitués d'une quote-part de subvention, liée aux travaux de la cour de l'industrie, virée au résultat.

Activité

Fondée à l'origine pour participer à la mise en valeur de l'Est parisien la SEMAEST a mené de nombreuses opérations d'envergure (ZAC Chalons, Bercy, Reuilly Viaduc des Arts, Promenade plantée), puis des missions complexes d'ensemblier urbain : ZAC Pajol (18e) et Saint-Blaise (20e).

Parallèlement, elle assure la maîtrise d'ouvrage déléguée d'équipements publics pour le compte de la Ville de Paris et de la région Ile-de-France (parcs de stationnement, lycées, crèches, équipements sportifs et culturels). La SEMAEST a été notamment maître d'ouvrage délégué pour la rénovation et la modernisation du POPB en 2014 et 2015.

Depuis 2004, la SEMAEST est devenue une référence nationale en matière de développement économique local, favorisant, à travers les opérations Vital'Quartier, Claude Bernard, Château Rouge et Bréguet, la diversité et la mixité commerciale (90% de son activité). La SEMAEST promeut l'émergence d'une nouvelle économie de proximité, facteur de lien social, d'emploi, d'innovation et de requalification du tissu urbain, qu'elle accompagne à Paris et sur le territoire métropolitain. Elle favorise la convergence de l'économie numérique et de l'économie de proximité par la mise en réseau des starts up du commerce et des commerçants et artisans parisiens.

1983 Création de la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du secteur Chalons.

1987 Adoption de la nouvelle dénomination sociale, Société d'Economie Mixte d'Aménagement de l'Est de Paris. La SEMAEST conduit l'aménagement de 90 ha, avec les opérations de Bercy, Reuilly, Chalons et la Promenade plantée.

2003-2004 Signature de la convention publique d'aménagement « Vital'Quartier » visant à favoriser la diversité commerciale et les activités économiques de proximité.

2005 Augmentation de capital de 2,5 M€ et entrée de cinq nouveaux partenaires.

2008 Nouvelle convention d'aménagement « Vital'Quartier 2 » avec la Ville de Paris. Attribution d'un bail emphytéotique par la Ville pour la réhabilitation et l'exploitation de la cour de l'Industrie (11^e).

2010 Attribution de l'opération d'aménagement Cardeurs-Vitruve / GPRU Saint-Blaise (20^e).

2011 Attribution d'un marché de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la rénovation du POPB.

2012 Augmentation de capital de 1,97 M€ pour porter la création de la Foncière Paris Commerces.

2013 Création de la Foncière Paris Commerces, filiale de la SEMAEST et de la CDC.

2014 Fin de la 1^{ère} tranche des travaux de réaménagement du POPB renommé Accor HotelArena et lancement du programme CoSto (Connected Stores).

2015 Inauguration de l'AccorHotel Arena et achèvement de la mission Vital'Quartier 1 et ouverture du capital au Territoire d'Est Ensemble. La SEMAEST devient une SEM de développement économique, la SEM d'Animation Economique au Service des Territoires.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

7,2 M€

TOTAL DU BILAN

98,8 M€

EFFECTIF MOYEN

56 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

L'année a été marquée par l'achèvement des travaux de rénovation et la réouverture en octobre 2015 du POPB 2015, renommé AccorHotel Arena et devenu une des plus grandes et plus modernes Arenas européennes.

C'est aussi l'achèvement de l'opération Vital'Quartier 1, dont les 123 locaux acquis par la SEMAEST pour revitaliser les quartiers ont été revendus. Le bilan de l'opération est positif : la mono-activité et la vacance ont régressé notablement, la diversité et l'offre de service ont été renforcées, et les locaux ont pu être revendus aux commerçants locataires (27), à la Foncière Paris Commerces (56) ou à des investisseurs sous clause d'affectation.

La Foncière a également pu racheter les 1000 m² de locaux commerciaux innovants de la ZAC Pajol livrés par la SEMAEST en 2015, permettant de conserver la maîtrise publique de ces locaux dans un secteur en mutation.

La mission Vital'Quartier 2 s'est poursuivie avec une forte inflexion en faveur d'activités d'économie sociale et solidaire, hybrides et culturelles : 6 locaux ont été acquis, soit un total de 80 qui s'ajoutent aux 23 protocoles signés. Une expérimentation unique en France a été lancée avec « le Testeur d commerce » au 14 rue du Château d'Eau qui permet aux entreprises de tester en situation réelle pendant 15 jours à 3 mois leurs projets, leurs produits et leurs concepts.

Les derniers bâtiments de la cour de l'industrie sont entrés en chantier et l'IUT Pajol a ouvert à la rentrée universitaire 2015. L'opération Breguet montée avec un bailleur privé, à la demande de la Ville de Paris et de la Mairie du 11eme, a été livrée en 2015, pour des activités installées début 2016.

Enfin, le programme CoSto, qui permet aux artisans et commerçants de proximité d'exploiter le potentiel du numérique pour accroître leur activité et gagner en visibilité, a été renforcé et fédère 700 commerces fin 2015.



Rapprocher, proximité et innovation
© Amal Burziarsist

SAEMES

Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement de la Ville

Adresse :

1 rue Léon-Cladel
75002 Paris
Tél. : 01 44 82 68 00

Site : www.saemes.fr

Date de création :

1979

Capital : 4 232 298 €

Président :

Philippe DUCLOUX

Directeur général :

Alain DEVÈS

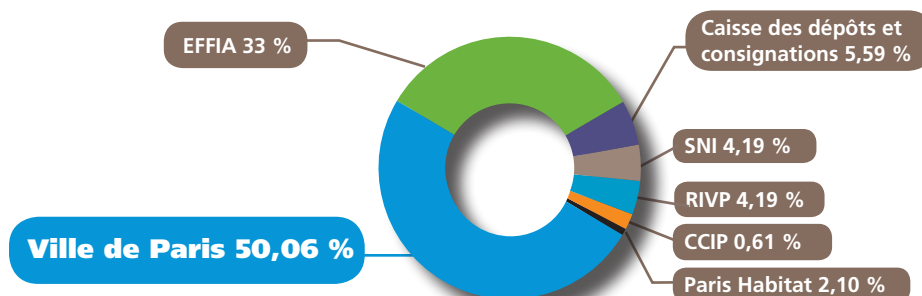
Statut :

Société anonyme d'économie mixte

Objet social :

- L'étude, le financement et la construction d'ouvrages et d'équipements de stationnement (souterrains, de surface ou en élévation);
- La promotion, la commercialisation, l'exploitation et la gestion de ces ouvrages;
- Toutes études et toutes opérations économiques, juridiques et financières de nature civile ou commerciale se rapportant au stationnement.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	209	213	Ressources propres et quasi fonds propres	36 895	37 203
Immobilisations corporelles	125 713	129 610	Provisions	34 975	42 106
Immobilisations financières	990	1 149	Ressources d'emprunts	26 641	19 987
Total actif immobilisé	126 912	130 972	Total des capitaux permanents	98 511	99 296
Actifs d'exploitation et actifs divers	6 111	4 085	Dettes d'exploitation et divers	26 641	19 876
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	12 203	13 686	Dettes financières à court terme	2 387	2 549
Total actif circulant	18 683	17 771	Total des dettes d'exploitation et des dettes à court terme	29 028	22 425
Total actif	145 595	148 743	Produits constatés d'avance	27 098	27 022
			Total passif	145 595	148 743

La situation bilancielle de SAEMES se caractérise par un important actif immobilisé, composé essentiellement d'actifs en délégations de service public.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

Produits	2015	2014	Charges	2015	2014
Produits d'exploitation	51 662	48 153	Charges d'exploitation	50 866	46 527
Bénéfices transférés ⁽¹⁾	291	262	Résultat d'exploitation	796	1 625
Produits financiers	216	229	Charges financières	329	401
Produits exceptionnels	663	682	Charges exceptionnelles	233	130
			Participation des salariés	300	255
			Impôts sur les bénéfices	496	394
			Résultat de l'exercice	840	1 617

⁽¹⁾ Quote-part des bénéfices SNC Lyon Diderot

En 2015, le produit d'exploitation de la SAEMES se compose d'un chiffre d'affaires net de 48,2M€, de reprises sur amortissements et provisions et transferts de charge à hauteur de 2,8M€, ainsi que de subventions d'exploitation (0,2M€) et d'autres produits (0,4M€). Le chiffre d'affaires repose essentiellement sur les recettes des parkings publics et de surface, des parkings résidentiels et des parkings relais.

L'augmentation concomitante des charges d'exploitation en 2015, dans le cadre d'un plan de modernisation du parc (accessibilité, nouvelles solutions de paiement,...) et d'un recours accru à l'intérim notamment, a conduit à un résultat net moindre par rapport à 2014, mais qui demeure bénéficiaire de 840 000€ cette année.

HISTORIQUE

Activité

SAEMES est spécialisée dans la construction, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement pour le compte de collectivités territoriales, de sociétés privées et publiques.

Au 31 décembre 2015, elle gère 91 parcs de stationnement soit 24 143 places de stationnement en Ile-de-France.

Elle conçoit le stationnement, dans le cadre d'un schéma global de mobilité urbaine intégrant la complémentarité des moyens de transport et les services aux clients (Réservation de places par internet, télépéage Liber-t, stations autolib', auto-partage, lavage à sec des véhicules, kit de dépannage, consignes à casques motos automatisées et sécurisées...).

Depuis 2012, son expertise s'est enrichie du stationnement payant sur voirie en région parisienne.

21 novembre 1979 Constitution de la SAEMES.

1980 Convention générale entre la Ville de Paris et SAEMES, modifiée par plusieurs avenants.

1997 La SAEMES lance un partenariat avec la RATP pour une amélioration de la mobilité urbaine et propose la vente de titres de transport.

2000 SAEMES est le premier opérateur de stationnement à accueillir l'autopartage dans ses parkings.

2005 Augmentation de capital de 5 millions d'euros.

2008 Mise en service du plus grand parking réservé aux motos à Paris (126 places au sein du parc de stationnement Méditerranée).

2010 Démarrage de la construction du parc Cardinet (600 places à Paris 17^e).

2011 Après la certification ISO 9001, obtenue en 2000, la SAEMES a été certifiée ISO 14 001, 1^{er} opérateur de stationnement en France reconnu pour son engagement environnemental.

2013 Après 2 ans de travaux, réouverture du parking Ecole de Médecine (Paris 6^e) entièrement rénové.

2014 Début de la rénovation totale du parking Hôtel de Ville (Paris 4^e).

2015 Entrée de la société EFFIA au capital de la SEM.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

48 M€

TOTAL DU BILAN

146 M€

NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT

24 143

EFFECTIF

245 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

En 2015, la SAEMES continue sa croissance atteignant un record de chiffre d'affaires à 48,3M€, la fréquentation des parcs ayant progressé de 2% dans un contexte pourtant marqué par de nouveaux comportements des consommateurs (report modal, diminution du parc automobile,...). La SAEMES poursuit son ancrage sur le territoire parisien et au-delà, se voyant attribuer en 2015 deux contrats supplémentaires (Rond-point des Champs-Élysées et Vaires s/ Marne). C'est dans ce contexte dynamique que s'est établi l'entrée de la société EFFIA au capital de la SAEMES (33%).

La reprise et l'ouverture de nouveaux parcs ont marqué l'année 2015 : formation des nouveaux personnels, mise en exploitation du parc résidentiel Colonel Fabien et du parking de l'Hôpital Saint-Anne.

Des travaux de rénovations importants ont été entrepris : à la fois dans le cadre de la mise en accessibilité (6 parcs le sont déjà selon la réglementation, les autres parcs faisant l'objet d'un agenda sur 3 ans, principalement pour des travaux d'adaptation légers), mais aussi en parallèle du programme de réaménagement des Halles ou pour la rénovation du parc de l'Hôtel de Ville (achèvement à l'automne 2016).

2015 a été une année d'innovation avec le déploiement d'autolib' dans neuf parcs de stationnement et l'extension de la solution de paiement Liber't à quatre nouveaux parcs, complétant les 3 équipés en 2014. Enfin, la sécurité sur l'ensemble des parcs a constitué un point de vigilance essentiel.



Chantier de rénovation du parking Hôtel de Ville : SAEMES travaille avec ses entreprises impliquées à minimiser les nuisances, notamment celles causées aux riverains

Adresse :

2 à 12, rue de Bellevue
75019 Paris

Site :

www.servicesfuneraires.fr

Date de création :

24 juin 1997

Capital : 2 743 200 €

Présidente :

Marinette BACHE

Directeur général :

François MICHAUD-NÉRARD

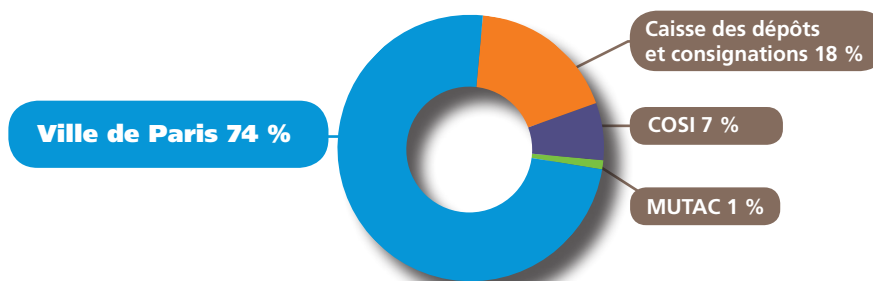
Statut :

Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :

Exploiter le service des pompes funèbres des communes ou groupements de communes participant à son capital ainsi que la construction, l'exploitation et la gestion des équipements liés à ce service.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	295	298
Immobilisations corporelles	4 525	5 719
Immobilisations financières	119	119
Total actif immobilisé net	4 939	6 136
Stocks nets	208	211
Actifs d'exploitation et actifs divers	3 604	2 826
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	6 593	4 163
Charges constatées d'avance	132	182
Total actif circulant net	10 537	7 382
Total actif	15 478	13 518

PASSIF	2015	2014
Ressources propres et quasi fonds propres	6 333	5 681
Provisions pour risques et charges	290	67
Ressources d'emprunts et dettes assimilées	2 576	2 018
Total des capitaux permanents	9 199	7 766
Dettes d'exploitation et divers	6 278	5 752
Total des dettes d'exploitation et à court terme	6 278	5 752
Total passif	15 478	13 518

► L'autonomie financière de la société est stable sur l'exercice : les capitaux propres - hors subventions d'investissement - représentent 40,5% du passif, contre 41,5% en 2014.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014
Produits d'exploitation	16 782	14 874
Produits financiers	88	36
Produits exceptionnels	1 587	117

CHARGES	2015	2014
Charges d'exploitation	15 769	13 932
Résultat d'exploitation	1 013	942
Charges financières	60	74
Charges exceptionnelles	1 570	82
Participation et intéressement des salariés	82	66
Impôt sur les bénéfices	259	219
Résultat de l'exercice	717	652

► La SEM présente pour 2015 un chiffre d'affaires de 16,6 M€, en augmentation de 16,90% par rapport à 2014, généré en majeure partie par l'activité pompes funèbres (11 400 k€), ainsi que par l'activité des crématoriums avec 4 050 k€ pour le Père Lachaise et 970 k€ pour Champigny.

HISTORIQUE

Activité

La SAEMPF exerce, pour le compte de la Ville de Paris, le service extérieur des pompes funèbres. Elle assure à ce titre, via son réseau de 14 agences, différentes prestations funéraires, ainsi que des missions d'intérêt général (prise en charge des convois pour les personnes sans ressources, réquisitions de police) et de prévention et traitement des situations de crise.

La SAEMPF est également chargée, depuis juin 1998, de la gestion du crématorium du Père Lachaise. Outre les opérations de crémation, la société assure les travaux de rénovation et de modernisation de l'équipement.

Enfin, la SAEMPF s'est vue confier, en juin 2005, par le Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne, la construction et l'exploitation d'un crématorium à Champigny-sur-Marne.

1997 Création de la SAEMPF, et attribution par la Ville de Paris de la convention de délégation du service extérieur des pompes funèbres.

1998 Fin du monopole des pompes funèbres. La SAEMPF débute son activité. Convention entre la Ville de Paris et la SAEMPF pour la gestion du crématorium du Père Lachaise

7 juillet 2005 Signature, entre la SAEMPF et le Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne, de la convention de DSP pour la construction et l'exploitation d'un crématorium à Champigny-sur-Marne, inauguré en 2007.

2008 Création d'une nouvelle salle de cérémonie au crématorium du Père Lachaise.

24 décembre 2010 Signature de la nouvelle convention de délégation de service public du service extérieur des pompes funèbres entre la Ville de Paris et la SEM, pour la période 2011-2019.

Avril 2011 Création de la *Fondation Services Funéraires - Ville de Paris* sous l'égide de la Fondation de France.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES
16,6 M€

TOTAL DU BILAN
15,5 M€

NOMBRE D'AGENCES
14

EFFECTIF
124 salariés

2 CREMATORIUMS EN CONCESSION
Père Lachaise et Champigny-sur-Marne

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

Dans le cadre de la délégation des services extérieurs des pompes funèbres, la SAEMPF a réalisé (hors sous-traitance), 3 690 convois dans Paris. Sa part de marché se maintient dans un contexte très concurrentiel.

Le crématorium du Père Lachaise enregistre une hausse du nombre de crémations (5 907 contre 5 680 en 2014) qui suit la hausse de la courbe de la mortalité, tandis que le crématorium de Champigny a connu une baisse de 5,4% du nombre de crémations sur l'exercice, due à la concurrence causée par l'ouverture en 2014 de deux établissements dans le même secteur géographique (à Saint-Souplet et Mareuil-lès-Meaux en Seine et Marne).

Les Services Funéraires de la Ville de Paris ont gagné l'appel d'offres des Hauts de Seine pour le marché de Réquisitions des autorités judiciaires pour l'enlèvement des corps devant être transportés à l'Institut Médico-Légal pour des motifs d'ordre judiciaire. Ils couvrent désormais Paris et les 3 départements de la Petite Couronne.

D'autre part, la société a répondu à l'appel d'offres lancé pour le renouvellement de la DSP du Crématorium du Père Lachaise, qui a pris fin le 31 mai 2015. Elle a été retenue, et le nouveau contrat a pris effet le 1er juin 2015 jusqu'au 31 décembre 2018.



Le jardin cinéraire du crématorium de Champigny-sur-Marne © Fabrice Leseigneur

SPL du Carreau du Temple

Société publique locale d'aménagement

Adresse :

4, rue Eugène Spuller
75003 Paris
Tél. 01 83 81 93 30

Site :

www.carreaudutemple.eu

Date de création :

2012

Capital : 364 860 €

Président :

Pierre AIDENBAUM

Directrices générales :

Lucie MARINIER
Sandrina MARTINS

Statut :

Société publique locale (SPL)

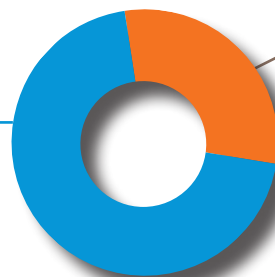
Objet social :

La Société a pour objet la gestion, l'entretien, la mise en valeur et la promotion de l'équipement dit du Carreau du Temple, ainsi que la réalisation de toute activité s'y rapportant.

Composition du capital

Ville de Paris 70 %

Département de Paris 30 %



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	0	1
Immobilisations corporelles	537	777
Immobilisations financières		
Total actif immobilisé net	537	778
Stocks nets	21	22
Actifs d'exploitation et actifs divers	1186	671
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	247	497
Charges constatées d'avances	24	40
Total actif circulant net	1480	1230
Total ACTIF	2017	2 008

PASSIF	2015	2014
Ressources propres et quasi fonds propres	650	781
Provisions pour risques et charges	40	36
Ressources d'emprunt et dettes assimilées	0	0
Total des capitaux permanents	690	817
Dettes financières à moins d'un an	0	0
Dettes d'exploitation et divers	1327	1191
Total des dettes d'exploitation et à court terme	1327	1191
Total PASSIF	2017	2 008

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014
Produits d'exploitation	4549	3 704
Produits financiers	2	3
Produits exceptionnels	44	289

CHARGES	2015	2014
Charges d'exploitation	4712	4 259
Résultat d'exploitation	-162	-555
Charges financières	0	0
Charges exceptionnelles	85	6
Participation et intéressement des salariés	0	0
Impôt sur les bénéfices	-29	26
Résultat de l'exercice	-172	-235

► Le Carreau du Temple a ouvert ses portes au mois d'avril 2014. L'année 2015 correspond à la première année d'exercice plein.

L'exercice 2015 se clôt avec une perte de 172 k€. Le résultat d'exploitation, négatif, s'élève à -163 k€ mais il s'améliore par rapport à 2014 (-555 k€).

Les marges sur prestations baissent, on compte notamment moins de dîners privés. La SPL pratique par ailleurs davantage de refacturations de charges, qui augmentent fortement.

Le résultat exceptionnel est négatif du fait d'un poste important de charges sur exercice antérieur de l'ordre de 69 k€.

Malgré la perte constatée en 2015, les indicateurs restent relativement positifs. On constate l'amorce d'une reconstitution du fonds de roulement qui passe de +2 559€ à +112 890€.

HISTORIQUE

Activité

Le Carreau du Temple est ouvert sur de larges créneaux horaires pour proposer des activités de service public dans les domaines sportif et culturel. Parallèlement, sur les créneaux restant disponibles, le site dispose d'un très fort potentiel pour le développement d'activités annexes, notamment événementielles. En effet, ses caractéristiques architecturales et son emplacement au cœur de Paris constituent un réel atout pour l'organisation d'événements.

L'équipement propose ses espaces aux publics scolaires, aux associations, aux institutions et aux particuliers souhaitant participer aux différentes activités proposées au sein de l'équipement. Il conçoit également une offre destinée aux organisateurs de manifestations, privés ou associatifs, à la recherche d'un lieu pour accueillir leurs événements, et accueille des compagnies en résidence.

2012

Novembre : Immatriculation de la SPL du Carreau du Temple ;
Décembre : Signature du contrat de délégation de service public entre la Ville de Paris et la SPL Carreau du Temple pour une durée de 5 ans.

2014

Ouverture au public (avril).

2015

CAPITAL SOCIAL

364 K€

Chiffre d'affaires

3,12 M€

Total du bilan

2 M€

Effectif 31/12/2015

20 salariés

Fréquentation visiteurs

389 764

Activité culturelle

143 événements et spectacles, **27** compagnies en résidence.

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

La programmation 2015 a été marquée par l'organisation de week-ends thématiques (Africaparis 9 000 visiteurs, Corps au carré, Klin d'œil, Second square 10 000 visiteurs, en trois éditions, Street Food Temple 50 000 visiteurs,), de spectacles de théâtre, danse et marionnette (5 700 spectateurs) et de concerts (1 860 spectateurs).

L'activité événementielle du Carreau du temple a été intense : 71 événements, dont près de 50% ouverts au public, ont été organisés en 2015, notamment dans les domaines de la mode (Salon du vintage, Vide-dressing Violette Sauvage), du dessin et de l'art contemporain (Drawing Now et YIA). Ils ont accueilli plus de 225 000 visiteurs,.

Des partenariats ont été développés avec de grandes institutions culturelles (Théâtre de la Ville, Théâtre du Rond-Point), des partenaires privés, sportifs, associatifs et sociaux.



Carreau du Temple, février 2016
© Fernando Javier Urquijo

SPL PARISIENNE DE PHOTOGRAPHIE

Société Publique Locale

Adresse :

3, rue des Arquebusiers
75003 Paris
Tél. : 01 44 61 99 60

Courriel :

contact@parisiennedephotographie.fr

Site institutionnel :

www.parisiennedephotographie.fr

Site grand public :

(Paris en Images) :
www.parisenimages.fr

Site commercial :

(agence Roger-Viollet) :
www.roger-viollet.fr

Date de création :

2005 (sous forme de Société
d'Economie Mixte).
Transformation en SPL en 2015

Capital : 945 363 €

Président :

Jacques BOUTAULT

Directrice générale :

Nathalie DOURY

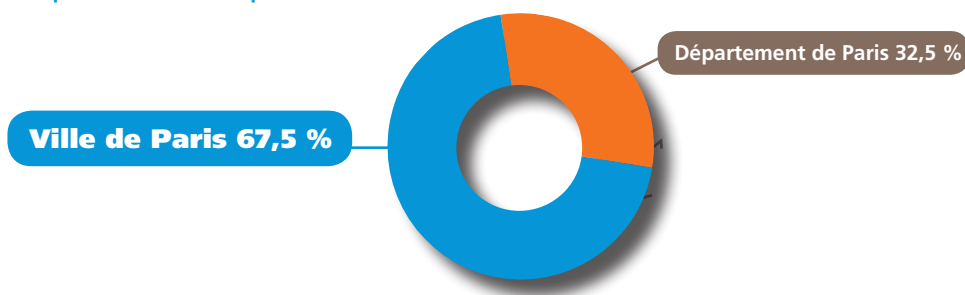
Statut :

Société Publique Locale

Objet social :

Préservation, conservation, gestion et valorisation de fonds photographiques, iconographiques et de tout procédé d'enregistrement et de projection de vues photographiques ou iconographiques, fixes ou non, consistant notamment en leur diffusion, leur commercialisation et leur exploitation.

Composition du capital



► Par décision prise en assemblée générale du 31 août 2015, la société parisienne de Photographie a changé de forme juridique pour devenir une société publique locale. La dénomination de la société est désormais « SPL Parisienne de Photographie ».

Par ailleurs, une nouvelle convention de délégation de service publique a été autorisée par le Conseil de Paris en sa séance des 29 et 30 juin 2015. La DSP est effective depuis le 1^{er} septembre 2015. Par cette nouvelle convention la Ville de Paris confie à la société La Parisienne de Photographie une mission de mise en valeur de ses fonds photographiques et iconographiques, dans la continuité de la précédente convention.

Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	528	541	Ressources propres et quasi fonds propres	489	945
Immobilisations corporelles	131	163	Provisions pour risques et charges	45	44
Immobilisations financières		0	Ressources d'emprunt et dettes assimilées	0	0
Total actif immobilisé net	660	704	Total des capitaux permanents	534	989
Stocks nets	0	0	Dettes financières à moins d'1 an	13	
Actifs d'exploitation et actifs divers	895	1219	Dettes d'exploitation et divers	1346	1652
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	320	641	Total des dettes d'exploitation et à court terme	1359	1652
Charges constatées d'avances	19	77	Total PASSIF	1895	2 641
Total actif circulant net	1235	1937			
Total ACTIF	1 895	2 641			

► Le modèle économique de la délégation est en difficulté, en raison de la crise grave que traverse le secteur des agences photographiques, activité sur laquelle reposent les recettes propres de la structure. La poursuite de la dégradation du compte de résultat en 2015 impacte la situation bilantielle de la SPL : le fonds de roulement en 2015 est devenu négatif, à hauteur de -125 459 €, alors qu'il était de + 284 977€ en 2014. Les ressources stables ne parviennent plus à financer les emplois stables. Le besoin en fonds de roulement, négatif pour ces 2 exercices, passe de -356k€ à -431 k€.

La trésorerie nette chute de 335k€ en 2015 pour s'établir à 320k€ au 31 décembre 2015.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	2 911	2 251	Charges d'exploitation	3447	2 294
Produits financiers	2,3	2	Résultat d'exploitation	-535	-43
Produits exceptionnels	0	0	Charges financières	0,7	60
			Charges exceptionnelles	4,4	
			Participation et intéressement des salariés	0	0
			Impôts sur les bénéfices	-2,6	
			Résultat de l'exercice	-536	-101

Les produits d'exploitation, de 2,9 M€ en 2015, sont en baisse constante depuis 2012 (3,6M€), l'exercice 2015 est marqué par une forte baisse des recettes propres. Le montant de la commercialisation des droits de reproduction pour 2015 est de 1,5 M€, soit une baisse de 25% par rapport à 2014. Cette baisse du chiffre d'affaires affecte l'ensemble des clients : presse, maisons d'édition, secteur culturel, et s'explique d'une part par la crise structurelle que traverse le secteur, et d'autre part par des raisons plus conjoncturelles : absence sur 2016 de commémorations majeures correspondant aux fonds de la Parisienne de Photographie et report du renouvellements des manuels scolaires.

Le niveau de charges pour 2015, de 3,4 M€, intègre les charges de l'ex-filiale de la société et fait apparaître une maîtrise des coûts en masse salariale. Cependant, compte tenu de la baisse des produits d'exploitation, la répartition entre coûts fixes et coûts variables pose problème puisque les coûts fixes représentent 94% des coûts. Malgré la maîtrise des coûts, la Parisienne de Photographie affiche une perte de 536 K€.

Activité

La SPL Parisienne de Photographie a pour objet la conservation, la numérisation et la valorisation - y compris commerciale - de fonds photographiques et iconographiques appartenant à la Ville de Paris. Son périmètre inclut le fonds Roger-Viollet, légué à la Ville en 1985, et les collections d'une vingtaine d'institutions culturelles municipales (dont le Musée Carnavalet, la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris ou le Musée d'Art Moderne).

Octobre 1938 Création de l'Agence Roger-Viollet par Hélène Roger et Jean Fischer.

1985 Legs à la Ville de Paris du fonds photographique Roger-Viollet et de l'Agence.

8 juillet 2005 Création de la SAEML Parisienne de l'Image, devenue en 2006 SAEML Parisienne de Photographie.

2 août 2006 Signature de la convention de délégation de service public avec la Ville de Paris pour une durée de 8 ans.

2 février 2014 Signature d'un avenant de prolongation d'un an de la convention de DSP, jusqu'au 31 août 2015.

31 décembre 2014 Transmission Universelle du Patrimoine de l'Agence photographique Roger-Viollet après dissolution de celle-ci dans la Parisienne de Photographie.

31 août 2015 Transformation en Société Publique Locale.

1^{er} septembre 2015 Entrée en vigueur de la nouvelle convention de délégation de service public.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

2,8 M€

TOTAL DU BILAN

1,9 M€

EFFECTIF

38 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

La numérisation des fonds iconographiques municipaux se poursuit à un rythme soutenu : 112737 numérisations et prises de vue contre 82366 sur l'exercice précédent. Sur l'exercice 2015, la société a livré 82271 images à la Ville de Paris et à Paris Musées pour alimenter les catalogues des collections et bases de données en ligne. Elle a mis à disposition plus de 8000 images en haute résolution, en vue d'expositions et de publications.

Le chantier de conservation des collections Roger-Viollet s'est achevé en 2015 avec la campagne de reconditionnement des plaques de verre grand format, supports remarquables datant de la fin du XIXe siècle: 4200 plaques ont été dépoussiérées et reconditionnées.

Dans le cadre de la valorisation patrimoniale du fonds, la société a prêté près de 70 œuvres originales des collections Roger-Viollet, principalement pour l'exposition «Dans l'atelier, l'artiste photographié, d'Ingres à Jeff Koons» prévue au Petit Palais en 2016.

Les collections sont aussi exposées sous forme de retirages modernes : exposition «Léon et Lévy : un tour du monde en 3D» au festival Photo de Mer de Vannes, «le travail des femmes durant la Grande Guerre», à la maison des arts d'Anthony, « de Bonjour tristesse à Derrière l'épaule », exposition-hommage à Françoise Sagan à l'occasion de l'ouverture de la Médiathèque portant son nom, exposition-parcours «Clins d'œil d'autrefois à Montsouris» dans le cadre des Journées du Patrimoine, et «Bon baisers de Paris : 300 ans de tourisme dans la capitale» à la Galerie des Bibliothèques.

Enfin, le site grand public de la Parisienne de Photographie, «Paris en Images», qui propose à présent plus de 120000 photographies de la capitale en accès libre a accueilli 265000 visites sur 2015.



Dépoussiérage de plaques de verre grand format des collections Roger-Viollet
© Christopher Charpaud / Parisienne de Photographie.

Adresse :

1, quai de Grenelle
75015 Paris
Tél. : 01 44 11 23 46
Fax : 01 44 11 23 90

Site institutionnel :

www.tour-eiffel.paris

Date de création :

7 avril 2005

Capital : 1 000 000 €

Président :

Bernard GAUDILLERE

Directrice générale :

Anné YANNIC

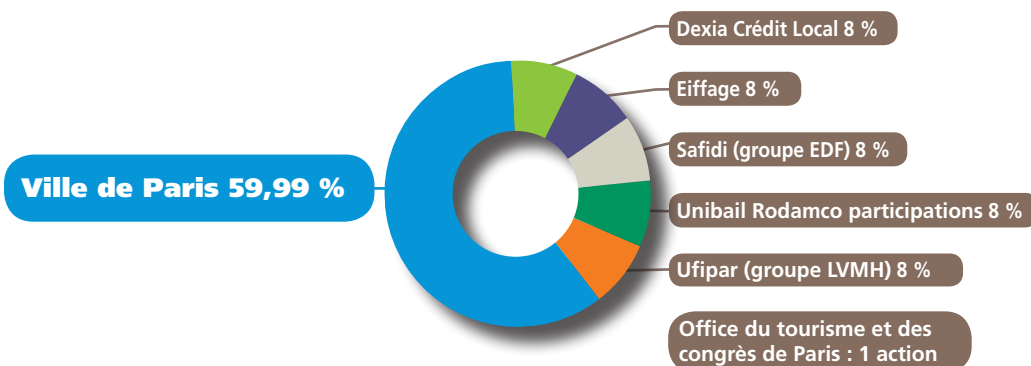
Statut :

Société anonyme
d'économie mixte locale

Objet social :

Exploitation de la tour Eiffel et opérations de toute nature qui s'y rattachent.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	172	28	Ressources propres et quasi fonds propres	140 473	122 704
Immobilisations corporelles	139 938	132 903	Provisions pour risques et charges	8 414	12 246
Immobilisations financières	131	130	Ressources d'emprunt et dettes assimilées	0	0
Total actif immobilisé net	140 241	133 061	Total des capitaux permanents	148 887	134 950
Stocks nets	0	0	Dettes financières à moins d'1 an	753	456
Actifs d'exploitation et actifs divers	3 012	4 744	Dettes d'exploitation et divers	39 268	41 493
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	45 548	38 829	Total des dettes d'exploitation et à court terme	40 021	41 949
Charges constatées d'avance	108	267	Total PASSIF	188 909	176 900
Total actif circulant net	48 668	43 840			
Total ACTIF	188 909	176 900			

La valeur du bilan en 2015 progresse de 7%, notamment grâce aux investissements réalisés sur l'exercice dans le cadre du programme contractuel.

La structure financière de la société reste saine. Les ressources stables sont composées essentiellement des fonds propres de la société, ainsi que des provisions pour renouvellement et des amortissements de caducité constitués au titre du programme d'investissement (soit un total de 149 M€, en progression de 10% par rapport à 2014). L'endettement reste nul à fin 2015. Le niveau de trésorerie en fin d'exercice reste confortable, à 45 M€.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	83 952	96 458	Charges d'exploitation	87 504	95 045
Produits financiers	754	904	Résultat d'exploitation	- 3 552	1 413
Produits exceptionnels	0	1	Charges financières	0	0
			Charges exceptionnelles	149	374
			Participation et intéressement des salariés	0	0
			Impôts sur les bénéfices		489
			Résultat de l'exercice	- 2 947	1 455

L'activité de la SETE et son chiffre d'affaires enregistrent une hausse de 4,7% (84,0 M€ en 2015 contre 78,5 M€ en 2014 - hors 18 M€ de reprises sur immobilisations), mais son résultat chute de 1,5 M€ à -2,9 M€. Cela ne traduit pas une chute de la rentabilité de l'exploitation, mais s'explique par un profil de dotations aux amortissements et aux provisions qui s'accroissent en fin de délégation.



HISTORIQUE

Activité

Chargée par la Ville de Paris de l'exploitation de la Tour Eiffel, la SETE assure l'entretien, l'organisation des visites et l'animation du monument ainsi que le suivi des activités complémentaires (boutiques, restauration et autres services) confiées à des sous-concessionnaires. La société est également chargée de valoriser l'image de la Tour en organisant notamment des manifestations et animations sur et autour du monument.

La SETE a par ailleurs engagé un programme contractuel d'investissement de près de 160 M€ sur 10 ans pour le maintien à un haut niveau de l'état et de la sécurité du monument et de ses installations et l'amélioration des conditions d'accueil des visiteurs.

31 mars 1889 Inauguration de la Tour dont les travaux de construction ont débuté en 1887, sous l'égide de Gustave Eiffel, en vue de l'Exposition universelle de 1889.

1889 à 1979 Gestion du monument par la Société de la Tour Eiffel, société à capital privé, créée par Gustave Eiffel.

Du 1^{er} janvier 1980 au 31 décembre 2005 Gestion et exploitation du monument par la Société Nouvelle d'exploitation de la Tour Eiffel (SNTE), dans le cadre d'une convention de gestion signée avec la Ville de Paris, propriétaire de l'édifice.

2005 Création de la SETE (Société d'exploitation de la tour Eiffel) et signature avec la Ville de la convention de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la tour Eiffel pour une durée de 10 ans.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

81,8 M€

TOTAL DU BILAN

188,9 M€

EFFECTIF MOYEN

327 salariés

NOMBRE DE VISITEURS

6,92 millions

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

Après une année 2014 exceptionnelle, l'année 2015 a vu la fréquentation de la tour Eiffel s'établir à 6,9 millions de visiteurs, soit une baisse de 2,4% s'expliquant par les événements survenus le 13 novembre 2015.

Pour sa deuxième année d'exploitation en année pleine depuis le réaménagement total du 1^{er} étage, le Salon Gustave-Eiffel a généré un chiffre d'affaires de 1,6 M€, profitant des tournages de l'émission « Un soir à la tour Eiffel ». Les restaurants ont vu quant à eux une augmentation de 6% de leur chiffre d'affaires, et les boutiques de 5%.

En termes de droits à l'image, tournages et produits dérivés le chiffre d'affaires s'élève en 2015 à un montant total de 582 k€, en hausse de 50% par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est exceptionnel dans la mesure où 2014 était conforme en termes de chiffres d'affaires à des années classiques. L'année 2015 a été marquée par de nombreuses illuminations de la Tour, liées en particulier à l'accueil de la COP21 à Paris en fin d'année : à l'occasion de la COP21 et à la demande de la Mairie de Paris, la tour Eiffel a prêté sa silhouette à Paris pour médiatiser son engagement et celui de la France pour cette conférence internationale exceptionnelle. Plusieurs événements se sont succédés entre le 20 novembre et le 12 décembre.



SETE Earth crisis Shepard Fairey 112015
© E.Livinec-SET(2)

SAEPOPB

Société anonyme d'exploitation du Palais omnisports de Paris-Bercy

Adresse :

8, boulevard de Bercy
75012 Paris
Tél. : 01 40 02 60 60

Site :

www.bercy.fr

Date de création :

11 février 1983

Capital : 953 125 €

Présidente du conseil d'administration :

Afaf GABELOTAUD
(depuis le 14/12/2014)

Vice-président :

Mathieu VAN VEEN

Directeur général

Julien COLLETTE
(depuis le 24/09/2014)

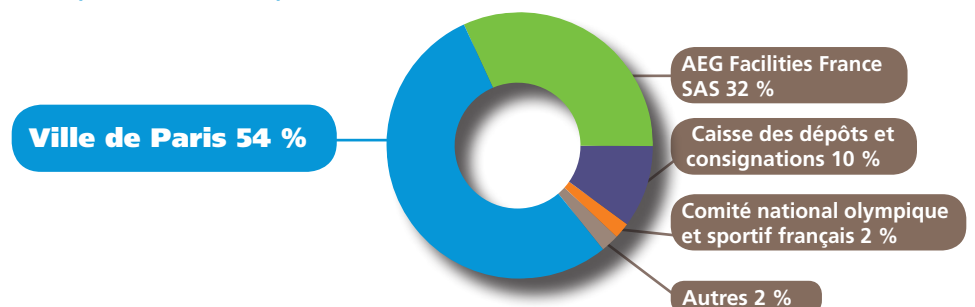
Statut :

Société anonyme d'économie mixte locale à conseil d'administration depuis la révision des statuts approuvée le 30 août 2012

Objet social :

la rénovation et l'exploitation du service public du Palais omnisports de Paris-Bercy.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

L'exercice comptable de la SAEPOPB est décalé par rapport à l'année civile (du 01/09/ n-1 au 31/08/ n).

ACTIF	2014/15	2013/14	PASSIF	2014/15	2013/14
Immobilisations incorporelles	37	16	Ressources propres et quasi fonds propres	5750	15 928
Immobilisations corporelles	112 072	36 794	Provisions pour risques et charges	697	810
Immobilisations financières	138	147	Ressources d'emprunt et dettes assimilées	125 500	47 100
Total actif immobilisé net	112 246	36 957	Total des capitaux permanents	131 947	63 838
Stocks nets	-	93	Dettes financières à moins d'un an	-	0
Actifs d'exploitation et actifs divers	30418	23 689	Dettes d'exploitation et divers	33 246	16 878
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	20 895	18 058	Total des dettes d'exploitation et à court terme	33 246	16 878
Charges constatées d'avances	804	1034	Total PASSIF	165 192	80 716
Total actif circulant net	52117	42 875			
Frais d'émission d'emprunts à réaliser	829	884			
Total ACTIF	165 192	80 716			

► La structure du bilan de la société en 2014-2015 se fragilise avec une diminution notable des capitaux propres (5.8M€ en 2014-2015 contre 15.9M€ en 2013-2014) du fait de la perte nette constatée au terme de l'exercice (-10.2M€). Les dépenses d'investissement ont été activées en immobilisations corporelles à hauteur désormais de 113M€ dans le cadre de la rénovation du Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB).

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2014/15	2013/14	CHARGES	2014/15	2013/14
Produits d'exploitation	10139	19 380	Charges d'exploitation	20326	18 518
Produits financiers	2790	1299	Résultat d'exploitation	-10187	862
Produits exceptionnels	9	11	Charges financières	2790	1299
			Charges exceptionnelles	0	15
			Participation et intéressement des salariés	-	0
			Impôts sur les bénéfices	-	154
			Résultat de l'exercice	- 10178	704

► La saison 2014/2015 a été marquée par un arrêt des activités le 8 décembre 2014 jusqu'à la fin de l'exercice comptable, soit près de 10 mois sur 12 (ouverture le 13 octobre 2015) du fait de la seconde phase des travaux. Cette rénovation doit permettre au POPB de changer de modèle économique et d'augmenter ses performances économiques et financières.

Cette fermeture provisoire impacte très fortement les produits d'exploitation avec une baisse de chiffres d'affaires de -9.4M€ et un résultat négatif de -10.2M€. Les produits d'exploitation ont ainsi diminué de près

HISTORIQUE

de 50% alors que les charges ont progressé de 13%, principalement sous l'effet du coût de départs volontaires. Par ailleurs, si la société a bénéficié d'un volume d'affaires important pour sa courte période d'activité (42 événements), la rentabilité des ventes de prestations rendues par la Société a connu une dégradation forte par rapport à 2013-2014 (41% contre 71%) liée aux coûts importants engagés pour la remise en service provisoire du bâtiment pendant la période de rénovation.

Activité

Depuis la signature en septembre 2011 d'une nouvelle convention de DSP entre la Ville de Paris, la SAEPOPB a pour objet l'exploitation et la rénovation du Palais omnisports de Paris-Bercy, équipement dont la capacité d'accueil sera portée à plus de 20 000 places après sa modernisation.

Le Palais omnisports accueille chaque année des compétitions sportives nationales et internationales (athlétisme, basket-ball, hockey sur glace), des manifestations de sport spectacle (karting ou super cross moto), ainsi que des représentations musicales variées (pop rock, variété, musique symphonique ou lyrique).

La SEM développe également des opérations de valorisation économique de l'équipement telles que la location à la saison de loges disposant d'un salon de réception ou la commercialisation de prestations aux entreprises (hospitalités).

1983 La SEM nouvellement créée se voit confier la concession du nouveau Palais omnisports de Paris-Bercy® pour dix ans.

1994 Attribution d'une seconde concession d'une durée initiale de 15 ans, qui sera réduite à 10 ans le 1^{er} septembre 1999.

2004 Signature de la convention de DSP du POPB, pour une durée de 6 ans (prolongée jusqu'en 2011).

2006 Entrée de la Caisse des dépôts et consignations au capital de la SEM, à hauteur de 32 %.

2011 Signature avec la Ville de Paris de la convention de DSP pour la modernisation et l'exploitation du POPB, pour une durée de 35 ans.

2013 Agrément du conseil d'administration de la cession des parts de la RIVP et d'une partie des parts de la CDC à la société Anschutz Entertainment Group, qui rentre ainsi dans l'actionnariat de la SAEPOPB à hauteur de 32%.

Signature du marché de travaux de rénovation du POPB, qui doit rouvrir provisoirement à l'automne 2014 et définitivement à la rentrée 2015.

2014 Fermeture du POPB au 31 mars pour la première phase des travaux. Réouverture provisoire du 3 octobre au 8 décembre 2014 puis fermeture pour la seconde phase des travaux.

2015 Réouverture définitive effectuée le 14 octobre 2015.

2014/15

CHIFFRE D'AFFAIRES

9,3 M€

TOTAL DU BILAN

165,2 M€

EFFECTIF

96 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2014/2015

L'exercice 2014-2015 est marqué par la reprise des activités le 13 octobre et son arrêt le 8 décembre 2014 (2 mois d'activité) pour la mise en œuvre de la deuxième phase des travaux de rénovation. Le POPB a ainsi rouvert ses portes le 14 octobre 2015.

Cette fermeture provisoire impacte très fortement les produits d'exploitation avec une baisse de chiffres d'affaires de -9,4M€. Au cours de la saison, Bercy a néanmoins accueilli 42 manifestations dont :

- 12 compétitions sportives dont la finale du championnat de France de hockey sur glace et le tournoi de Paris de judo
- 1 spectacle sportif
- 19 concerts et spectacles d'humoristes
- 10 événements institutionnels ou liés aux affaires

2014-2015 restera l'année de la conclusion du contrat de naming avec le groupe Accor.



POPB © AHA

SOGARIS

Siège social :

Place de la Logistique
94150 Rungis
Tél. : 01 45 12 72 00

Adresse postale :

Sogaris 106
94514 Rungis Cedex

Site :

www.sogaris.fr

Date de création :

1960, sous forme de SA ;
transformation en SEM en 1975

Capital : 16 202 195 €

Président du conseil

d'Administration :

Jean-Bernard BROS

Directeur Général :

Jonathan SEBBANE

Statut :

Société anonyme d'économie
mixte locale à conseil
d'administration

Objet social :

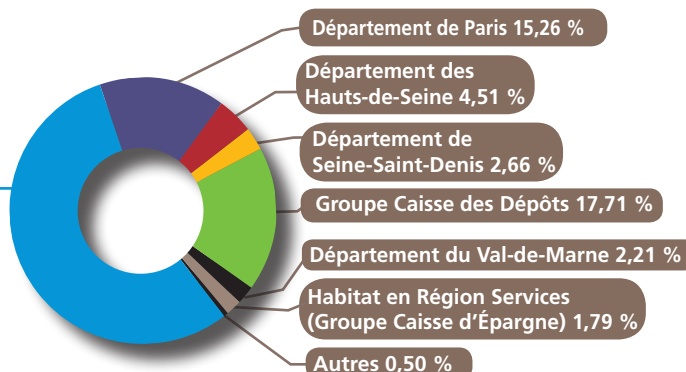
- L'aménagement, la construction, l'exploitation et la gestion de gares routières de marchandises, de centres ou plates-formes logistiques de fret, de plates-formes inter, pluri ou multi-modales, de plates-formes ou parcs d'activités logistiques, de centres de stockage et de distribution de marchandises. Toute mission d'intérêt général liée directement ou indirectement aux activités de la logistique et du transport.

- Les opérations de transport, d'entreposage, de commission de transport et de commission en douane.

Composition du capital

Création du Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS 55,35 % dont :

- 34,27 % pour le Dépt de Paris
- 10,14 % pour le Dépt des Hauts de Seine
- 5,97 % pour le Dépt de Seine-Saint-Denis
- 4,97 % pour le Dépt du Val de Marne



Bilan consolidé simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	7 352	3 627
Immobilisations corporelles	297 741	141 290
Immobilisations financières	748	334
Total actif immobilisé	305 841	145 251
Actifs d'exploitation et actifs divers	22 184	51 703
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	21 327	17 597
Total actif circulant	43 511	69 300
Total actif	349 352	214 551

PASSIF	2015	2014
Ressources propres et quasi fonds propres	198 872	62 535
Intérêts minoritaires	10 000	9 316
Provisions	5 389	34 071
Ressources d'emprunts	92 879	57 518
Total des capitaux permanents	307 140	163 440
Dettes d'exploitation et divers	31 912	24 456
Dettes financières à court terme	10 300	26 655
Total des dettes d'exploitation et des dettes à court terme	42 212	51 111
Total passif	349 352	214 551

► Le total du bilan du Groupe SOGARIS s'élève à 349 M€, en très nette hausse par rapport à 2014 principalement due à la résiliation anticipée de la concession des terrains de Rungis et à leur apport sous la forme d'une nouvelle branche d'activité par le Syndicat Interdépartemental (environ 130 M€ dont 8 M€ en capital). L'augmentation des actifs immobilisés est également due à l'acquisition et au démarrage des travaux sur Chapelle International (Paris XVIIIe) ainsi qu'à la mise en service du 3e bâtiment de la plateforme de Créteil.

Compte de résultat consolidé simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014
Produits d'exploitation	47 255	44 386
Produits financiers	347	314
Produits exceptionnels	27 142	768

CHARGES	2015	2014
Charges d'exploitation	44 642	36 498
Résultat d'exploitation	2 563	7 888
Charges financières	777	489
Charges exceptionnelles	19 742	149
Participation des salariés	0	184
Impôt sur les bénéfices	3 315	2 488
Quote-part des minoritaires et écart d'acquisition	- 301	186
Résultat part du Groupe	6 519	5 474

► En raison de l'apport des terrains de Rungis au capital de la société et de nouvelles mises en service d'actifs à Créteil et au Luxembourg, l'augmentation de la dotation aux amortissements a fait chuter le résultat d'exploitation (2,6 M€ contre 7,9 M€ en 2015) et la sortie du bilan des éléments liés à la résiliation anticipée de la convention a en revanche généré un résultat exceptionnel de 7,4 M€ (contre 0,6 en 2015). Ainsi le résultat net consolidé est en augmentation de 19%, soit 6,5 M€, contre 5,5 M€ l'année précédente, mais il intègre des variations exceptionnelles.

Activité

La SEM SOGARIS est spécialisée dans la conception, l'aménagement, la commercialisation, la gestion et la maintenance en immobilier logistique, et est également opérateur de prestations logistiques. Elle a développé des plates-formes logistiques de fret, à Bayonne, Créteil, Roissy Charles de Gaulle (air-route), Rouen vallée de Seine (mer-route), Lyon et Marseille (fer-route), et Paris, avec la réalisation d'un espace urbain de distribution dans le 15^e arrondissement.

Sogaris développe des solutions immobilières innovantes dans le secteur de la logistique urbaine, pour permettre une meilleure organisation des flux de marchandises et améliorer la livraison des derniers kilomètres en cœur d'agglomération.

1960 Création sous forme de société anonyme à capitaux privés. Convention de concession relative à l'aménagement et à l'exploitation d'une gare routière de marchandises entre le Département de la Seine et SOGARIS pour la mise à disposition de 53 hectares de terrains à Rungis.

1970 Création du Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à SOGARIS, qui hérite des droits de l'ancien Département de la Seine.

1975 Transformation de SOGARIS en SEM pour permettre une recapitalisation réservée exclusivement au Syndicat interdépartemental.

1996 Création de la filiale EURL SOGARIS - Développement pour porter les projets du groupe en région parisienne, province et à l'étranger

2006 Signature de la première Charte des marchandises en ville de la Ville de Paris.

2011 Lauréat de l'appel à projet pour l'implantation d'un hôtel logistique sur le site de Chapelle international dans le 18^e arrondissement à Paris

2013 Inauguration de la nouvelle agence de Beaugrenelle, espace urbain de distribution au cœur de Paris 15^e.

2014 Lancement du schéma directeur d'aménagement du site de Rungis.

2015 Changement de gouvernance et apport d'une branche d'activité par le SID, qui entre au capital de la SEM.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

46 M€

TOTAL DU BILAN

349 M€

PATRIMOINE IMMOBILIER

52 bâtiments

EFFECTIF

72 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

En 2015, le taux d'occupation global de SOGARIS ressort à 95% (+2,1%), correspondant à 177 clients répartis sur 9 implantations.

Dans un contexte de croissance des échanges de marchandises liée au développement du e-commerce, SOGARIS poursuit résolument son développement dans le domaine de la logistique urbaine, avec l'ambition d'offrir des solutions immobilières innovantes et adaptées aux besoins opérationnels, tout en maîtrisant leur impact environnemental.

En 2015 la société est passée d'une gouvernance à Directoire et Conseil de Surveillance à un mode Conseil d'Administration et Directeur Général. Par ailleurs l'année a été fortement marquée par l'apport de la plateforme de Rungis au capital de la société, lui permettant une visibilité à plus long terme sur ses investissements.

Outre ces événements structurels, le projet phare de Sogaris (Chapelle International) a démarré en septembre et les travaux se poursuivent pour une livraison en septembre 2017 des 45 000 m² de terminal ferroviaire, espace logistique, data center, terrains de sports et agriculture urbaine en toiture.



SOGARIS - Bâtiment 3 - Créteil © UFLY Drones

Adresse :

185, rue de Bercy
75012 Paris
Tél. : 01 44 68 68 68

Site :

www.cpcu.fr

Date de création :

1927

Capital : 27 605 120 €

Président du conseil d'administration :

Frédéric MARTIN

Directeur général :

Marc BARRIER

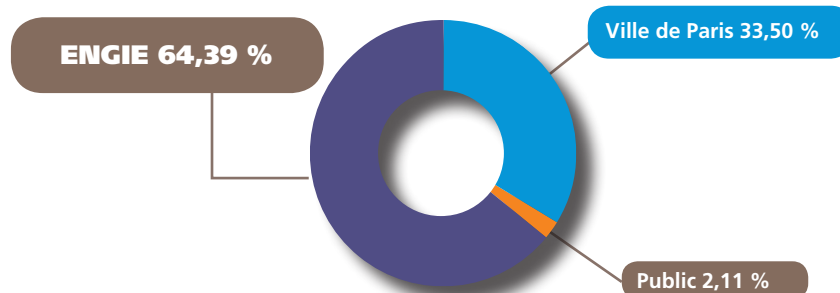
Statut :

Société anonyme d'économie mixte locale, cotée en bourse

Objet social :

Production, transport, distribution et vente de chaleur à Paris et en Ile-de-France ; construction, entretien et exploitation d'installations de production et de réseaux de distribution de chaleur sous forme de vapeur et d'eau chaude.

Composition du capital



Bilan simplifié comptes consolidés (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	349 184	328 055	Ressources propres et quasi fonds propres	274 932	247 933
Immobilisations corporelles	420 816	397 920	Provisions pour risques et charges	244 365	256 380
Immobilisations financières	86 103	88 293	Ressources d'emprunt et dettes assimilées	100 415	114 189
Total actif immobilisé net	856 103	814 268	Total des capitaux permanents	619 712	618 502
Actifs d'exploitation et actifs divers	200 130	196 292	Dettes d'exploitation et divers	256 010	270 267
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	732	337	Dettes financières à moins d'1 an	181 243	122 128
Total actif circulant net	200 862	196 629	Total des dettes d'exploitation et à court terme	437 253	392 395
Total ACTIF	1 056 965	1 010 897	Total PASSIF	1 056 965	1 010 897

Compte de résultat simplifié comptes consolidés (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	441 292	392 893	Charges d'exploitation	403 546	348 822
Produits financiers	1 126	1 189	Charges financières	7 851	7 287
Quote-part résultat entreprises mises en équivalence	2 529	762	Impôts sur les bénéfices	12 036	14 047
			Intérêts minoritaires	806	698
			Résultat de l'exercice (net part du groupe)	20 708	23 990

Le total du bilan progresse en 2015 et s'établit à 1 057 M€ contre 1 011 M€ en 2014. Les immobilisations incorporelles représentent principalement les actifs de la concession du réseau de distribution de vapeur confiés par la Ville de Paris.

Le chiffre d'affaires 2015 est en progression à 441 M€ contre 392 M€ en 2014, principalement sous l'effet d'une plus grande rigueur climatique en 2015. Le résultat net est en baisse à 21 M€ en 2015 contre 24 M€ en 2014, notamment du fait d'une charge de dépréciations d'actifs de 4 M€ mis au rebut dans le cadre de la modernisation des centrales de fioul.

HISTORIQUE

Activité

La CPCU assure la production, le transport et la distribution de chaleur sous forme de vapeur et d'eau chaude, grâce à un réseau de distribution de 484 kilomètres et à 8 sites de production d'énergie dont 2 sites de cogénération. Elle utilise également la totalité de la valorisation thermique des déchets urbains produite par les 3 usines du SYCTOM.

1927-1928 Attribution par le préfet de la Seine d'une concession pour la distribution de chaleur dans Paris, à l'aide de vapeur ou d'eau chaude. Concession depuis prolongée jusqu'en 2024. Constitution de la CPCU.

1949 Changement de statut en une société d'économie mixte.

1991 Elyo (groupe GDF-SUEZ), actionnaire majoritaire de la CPCU.

2009-2011 Réalisation d'un programme exceptionnel de 200 M€ d'investissements comprenant :

- la réalisation d'une canalisation de transport vapeur « T3 » qui fait le bouclage du réseau sur l'est parisien,
- la construction d'une géothermie profonde et d'un réseau de canalisation d'eau chaude et d'eau froide destiné à alimenter en chaleur et en froid la ZAC Claude Bernard (Paris 19^e arrondissement).

2012 Avenant 10 au traité de concession dont l'objet est le financement et l'exploitation des installations de production de chaleur à partir d'énergies renouvelables.

2013-2016 Programme d'investissement exceptionnel de 250 M€ comprenant :

- la mise aux normes environnementales 2016 des installations de production,
- la logistique et la combustion de biomasse à la centrale de St Ouen,
- les canalisations structurantes « Suffren - Pasteur » et le dévoiement du feeder Nord-Est pour le Tramway,
- les travaux relatifs aux DSP des Villes d'Ivry et de St Ouen, et l'alimentation de Levallois,
- plan quadriennal de remise en état du réseau de retour d'eau en partenariat avec la Ville de Paris.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

441 M€

TOTAL DU BILAN

1 057 M€

CLIENTS

5 747

EFFECTIF

567 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

Pour la deuxième année consécutive, plus de 100 M€ ont été consacrés à de grands travaux, sécurisant l'avenir du réseau de chaleur.

Ainsi, le nouveau site logistique à Saint-Ouen a permis la combustion de granulés de bois et donc l'atteinte, dans le mix énergétique, du seuil de 50 % d'Énergies Renouvelables et de Récupération dès le 1^{er} janvier 2016. Le programme de conversion des cinq centrales fioul au gaz a permis la fin effective de l'utilisation de ce combustible depuis le 31 décembre 2015. Le réseau vapeur structurant Suffren-Pasteur a été achevé permettant une meilleure desserte du 15^e arrondissement, tandis que le programme quadriennal d'entretien du réseau de retour d'eau a été fiabilisé sur plus de 17 km supplémentaires.

La mise en place des investissements et le renchérissement significatif du mix énergétique ont conduit CPCU à annoncer fin décembre 2015 une hausse de ses tarifs HT (+ 8,7%). Cette hausse est plus que compensée pour deux tiers des clients par le passage au taux de TVA réduit de 5,5 % sur la partie proportionnelle énergie des tarifs.

L'ensemble de ces actions de transformation permettront d'économiser plus de 300 000 tonnes de CO₂ dès 2016, faisant du réseau de chaleur CPCU l'un des contributeurs majeurs du Plan Climat Énergie de la ville de Paris et du Schéma Régional Climat Air Énergie.



Tunnelier Place Henri Queuille
Frédéric Ruffin FR Com - © CPCU

SEMMARIS

Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Rungis

Adresse :

1, rue de la Tour
BP 40316
94 152 Rungis Cedex
Tél. : 01 41 80 80 00

Site :

www.rungisinternational.com

Date de création :

1965

Capital : 14 696 158 €

Président directeur général :

Stéphane LAYANI

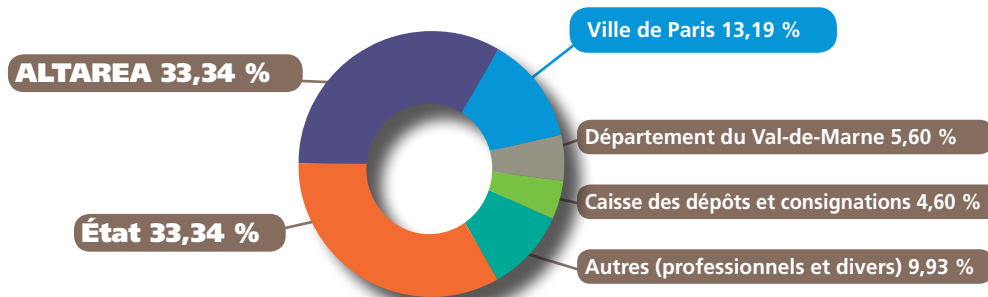
Statut :

Société anonyme d'économie mixte d'État

Objet social :

Aménagement et gestion du Marché d'intérêt national de la Région parisienne (créé par le décret du 13 juillet 1962)

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	592	576	Ressources propres et quasi fonds propres	467 032	448 229
Immobilisations corporelles	443 870	431 928	Provisions	1 240	1 291
Immobilisations financières	13 035	11 506	Ressources d'emprunts	24 624	25 794
Total actif immobilisé	457 498	444 010	Total des capitaux permanents	492 896	475 314
Actifs d'exploitation et actifs divers	29 961	23 344	Dettes d'exploitation et divers	66 523	58 006
Valeurs mobilières de placement et disponibilités nettes	73 668	68 533	Dettes financières à court terme	2 952	3 815
Charges constatées d'avance	1 245	81 798	Total des dettes d'exploitation et des dettes à court terme	69 475	61 821
Total actif circulant	104 874	93 126	Total passif	562 372	537 135
Total actif	562 372	537 135			

Le total du bilan s'établit à 562 M€, soit 4,7% de plus qu'en 2014. La situation nette de la SEMMARIS s'établit à 108 M€ au 31/12/2015 avant distribution du résultat, en hausse de 12,7 % par rapport à 2014.

La capacité d'autofinancement de la SEMMARIS est soutenue à 36 M€, en légère baisse (4,3%).

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	116 878	101 318	Charges d'exploitation	88 721	82 690
Produits financiers	2 438	2 996	Résultat d'exploitation	28 157	18 628
Produits exceptionnels	4 769	2 805	Charges financières	247	400
			Charges exceptionnelles	5 490	2 579
			Participation des salariés	1 188	727
			Impôt sur les bénéfices	9 686	6 838
			Résultat net	18 753	13 884

Le chiffre d'affaires de la SEMMARIS a augmenté de 4 % pour atteindre 105 M€. Il suit la tendance générale des entreprises du Marché de Rungis, dont le chiffre d'affaires est lui aussi en progression. Le taux d'occupation des surfaces louables s'établit à 95,2 %, en légère hausse.

Le résultat après impôt sur les bénéfices et participation des salariés s'élève à 19 M€, en très forte progression (35 %) par rapport à 2014.

Activité

L'activité de la SEMMARIS s'exerce dans le cadre de la législation des Marchés d'Intérêt National (MIN). Les MIN sont des marchés clos de produits agricoles et alimentaires, où s'effectuent des transactions autres que de détail, et qui sont classés en raison de considérations d'intérêt public.

Les principes fondateurs qui ont présidé à la mise en place du MIN de Rungis sont les suivants :

- assurer l'approvisionnement de la région parisienne, et d'autres régions, en produits frais tout au long de l'année ;
- préserver l'existence d'un petit commerce urbain de proximité ;
- garantir aux productions agricoles françaises un débouché sur le marché parisien, national, voire européen ;
- assurer la transparence de la formation des prix ;
- contrôler les transactions commerciales, et donc les produits fiscaux attendus par l'État ;
- garantir les droits des consommateurs grâce à l'exercice des contrôles de qualité en conformité avec les normes nationales et européennes.

1962 Création du marché d'intérêt national dans la zone de Rungis par décret du 13 juillet 1962.

1965 Création de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt National de Rungis (SEMMARIS), au capital d'un million de francs.

1967 La convention liant l'État et la SEMMARIS est conclue le 23 février 1967 pour une durée de 30 ans. Elle a depuis été prolongée jusqu'en 2034.

1969 Le MIN de Rungis, destiné à remplacer les Halles centrales de Paris, ouvre ses portes.

1973 Le MIN de Rungis accueille le secteur de la viande après la fermeture des abattoirs de la Villette.

1994 La SEMMARIS absorbe par fusion-absorption, la SAGAMIRIS, SEM chargée de l'aménagement des zones annexes du MIN.

2007 L'opération d'ouverture du capital de la SEMMARIS, initiée par l'État, s'est achevée en septembre 2007 avec l'entrée du groupe ALTAREA au capital de la société, à hauteur de 33,34 %.

2013 Ouverture du pavillon de la Gastronomie

2015 L'État prolonge la concession jusqu'en 2049 et la SEMMARIS présente un ambitieux plan d'investissement d'1 milliard d'euros sur 10 ans pour l'ensemble du marché

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES

105 M€

TOTAL DU BILAN

562 M€

CLIENTS

1 186 entreprises

EFFECTIF

220 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

La plus grande halle bio d'Europe a ouvert ses portes à Rungis en décembre 2015. Ce projet a mobilisé un investissement de 8,5 M€ pour 5 600 m² uniquement réservés aux produits bio. D'autres projets à portée environnementale ont vu le jour, tels que la journée « Livrer sans polluer », en association avec la Ville de Paris ainsi que la mise en service des interconnexions des réseaux de chaleur du SICUCV et de la SEMMARIS, permettant la valorisation de 50 000 MWh/an de chaleur.

Rungis continue son ouverture sur l'international avec la signature de deux contrats de licence de savoir-faire pour la création de marchés de gros à Moscou et à Dubaï.

Côté innovation, le MIN a lancé le 1er octobre Rungis & Co, l'incubateur-pépinière qui accompagnera les porteurs de projets dans les domaines de l'agroalimentaire, de la gastronomie, de la logistique, du numérique et de la prestation de services.

L'année 2015 aura également vu la prolongation de la mission confiée à la SEMMARIS par l'État jusqu'en 2049. Cela lui permet de lancer un plan d'investissement de 1 milliard d'euros d'ici 2025 - financé à parts égales avec les occupants du marché - annoncé en novembre dernier.



Vue de nuit @ SEMMARIS

Énergies POSIT'IF

Adresse :

90-92 Avenue du Général Leclerc
93 500 Pantin
Tél. : 01 83 65 36 36

Siège social :

33 rue Barbet de Jouy
75 007 Paris

Site :

<http://www.energiespositif.fr>

Date de création :

2013

Capital : 5 323 500 €

Présidente du Conseil

du Surveillance :

Roseline SARKISSIAN,
Conseillère régionale

Présidente

du Directoire :

Jean-Claude GAILLOT

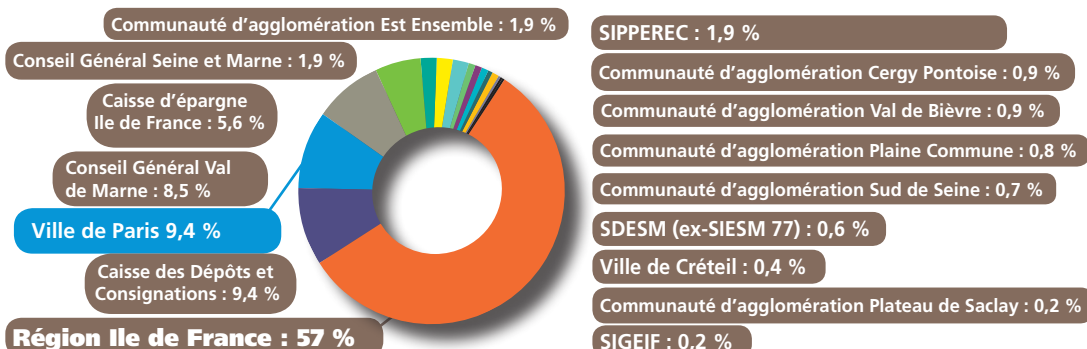
Statut :

Société d'économie mixte
locale à directoire et conseil de
surveillance

Objet social :

- Étude, conception, réalisation, directe ou indirecte, et exploitation-maintenance de rénovation énergétique dans les bâtiments à usage principal d'habitat ainsi que des bâtiments de collectivités territoriales en Ile-de-France
- Soutien au développement d'énergie renouvelable par la prise de participation dans des sociétés spécialisées en Ile de France et dans le bassin parisien.

Composition du capital



Bilan simplifié (en milliers d'euros)

ACTIF (NET)	2015	2014	PASSIF	2015	2014
Immobilisations incorporelles	0	0	Ressources propres et quasi fonds propres	3 099	3 971
Immobilisations corporelles	14	14	Provisions pour risques et charges	0	0
Immobilisations financières	200	0	Ressources d'emprunt et dettes assimilées	0	0
Total actif immobilisé net	214	14	Total des capitaux permanents	3 099	3 971
Stocks nets	0	0	Dettes financières	0	0
Actifs d'exploitation et actifs divers	439	178	Avance et acompte sur commande en cours	813	0
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	3 568	4342	Dettes d'exploitation et divers	360	592
Charges constatées d'avances	51	30	Total des dettes d'exploitation et à court terme	1 173	592
Total actif circulant net	4 058	4 550	Total PASSIF	4 272	4 563
Total ACTIF	4 272	4 563			

➤ 2015 est pour la SEM Energies POSIT'IF sa troisième année d'exploitation. Ses ressources propres chutent de 872k€, soit de 21,9%.

Compte de résultat simplifié (en milliers d'euros)

PRODUITS	2015	2014	CHARGES	2015	2014
Produits d'exploitation	498	567	Charges d'exploitation	1 444	1 471
Produits financiers	75	66	Résultat d'exploitation	-946	-904
Produits exceptionnels	0	0	Charges financières	0	0
			Charges exceptionnelles	0	0
			Participation et intéressement des salariés	0	0
			Impôt sur les bénéfices	0	0
			Résultat de l'exercice	- 871	- 838

➤ L'augmentation des charges a été maîtrisée entre 2014 et 2015. A terme, la montée en compétence de l'équipe a pour objectif d'augmenter la rémunération perçue par la SEM au sein des groupements.

Le résultat de l'exercice reste négatif en 2015, avec -871k€. Le déficit supplémentaire par rapport à 2014 est de 33k€, soit de 3,9%.

2013 Création de la SEM Energies POSIT'IF

Activité

Energies POSIT'IF est une SEM régionale créée en 2013 afin de développer une offre de tiers financement au service de la rénovation énergétique des immeubles collectifs, tout particulièrement les copropriétés, et de réduire ainsi l'empreinte environnementale de ses actionnaires.

En parallèle, la SEM participera de façon minoritaire au capital de sociétés spécialisées pour soutenir le développement d'énergies renouvelables.

2015

CHIFFRE D'AFFAIRES
210 K€

TOTAL DU BILAN
4,3 M€

EFFECTIF
9 salariés

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS EN 2015

Le dernier obstacle à une intervention financière d'Energies POSIT'IF en direction des copropriétés souhaitant souscrire une offre de tiers-financement reste celui de l'absence d'offre de caution à destination des copropriétaires.

Un prêt de 100M€ a été signé auprès de la BEI, le 7 décembre 2015.

Énergies POSIT'IF a lancé à l'automne 2015 un marché européen pour pouvoir mobiliser des prestataires sous-traitants dans le cadre de ses offres de rénovation, conformément au plan d'affaires 2015. Ce marché a permis de retenir 10 bureaux d'études thermiques et 8 cabinets d'architectes.

Au 31 décembre 2015, le portefeuille d'Energies POSIT'IF comptait 24 contrats signés (ou en cours de signature) avec des copropriétés franciliennes (soit 3641 logements) :

- 10 missions de maîtrise d'œuvre signées (conception du programme de rénovation globale) ;
- 11 missions d'audits énergétiques et architecturaux ;
- 3 missions d'ingénierie financière ;

En septembre 2015, la Société s'est vue mandatée par délibération du Conseil régional, de façon non exclusive, pour recueillir, déposer et valoriser les Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) de la Région.

Par délibération en date du 30 septembre 2015, la Ville de Paris a autorisé Énergies POSIT'IF à effectué une prise de participation au capital de la SEM BI-Métha 77, pour la production d'énergies renouvelables.



*Energies POSIT'IF rue Lancon
perspective 1 rue de Rungis
après travaux © Equateur*

CHIFFRES SIGNIFICATIFS EN 2015

Le chiffre d'affaires cumulé des SEM parisiennes en 2015 s'est élevé à **2 370 millions d'euros**. Il représente l'équivalent de **30%** des recettes de fonctionnement consolidées de la Ville et du Département de Paris (**7 873 millions d'euros**. Extrait du Rapport financier 2014, recettes courantes de fonctionnement.).

Tableau récapitulatif

SEM		Chiffre d'affaires 2015 (en millions d'euros)
IMMOBILIÈRES	ELOGIE	134,5
	RIVP	590,4
	SIEMP	98,7
AMÉNAGEMENT	SOREQA ⁽¹⁾	25,9
	SEMPARISEINE	75,8
	SEMAPA ⁽¹⁾	212,6
	SEMAVIP	100,2
	Paris Batignolles Aménagement ⁽¹⁾	370,9
	SEMAEST	7,2
SERVICES	SAEMES	48,0
	SAEMPF (SFVP)	16,6
	SPL Carreau du Temple ⁽²⁾	3,1
	SPL Parisienne de Photographie ⁽²⁾	2,8
	SETE	81,8
	SAEPOPB	9,3
	SOGARIS ⁽³⁾	46,4
	CPCU ⁽³⁾	441,0
	SEMMARIS - SEM d'Etat	104,6
	SEM Energies POSIT'IF ⁽⁴⁾	0,1
Total		2 370,0

⁽¹⁾ La SEMAPA, la Soreqa et Paris Batignolles Aménagement sont des Sociétés Publiques Locales d'Aménagement.

⁽²⁾ Le Carreau du Temple et la Parisienne de Photographie sont des Sociétés Publiques Locales.

⁽³⁾ Le Chiffre d'affaires indiqué pour la SOGARIS et pour la CPCU correspond à celui du Groupe.

Participation de de la Ville de Paris (en % du capital social)	Participation du Département de Paris (en % du capital social)	Capital social (en euros)	Effectifs au 31/12/2015
75,58	-	864 042	292
79,74	-	33 784 400	1 194
55,11	-	4 235 625	217
12,00	55,00	150 000	29
70,28	-	320 576	63
66,00	26,00	472 287	70
79,78	-	7 763 000	27
60,00	40,00	6 000 000	17
74,88	-	4 926 660	56
50,06		4 232 298	245
74,00		2 743 200	124
70,00	30,00	364 860	20
67,50	32,50	945 363	38
59,99		1 000 000	327
54,00		953 125	96
	49,53	16 202 195	70
33,50		27 605 120	567
13,19		14 696 158	220
9,39		5 323 500	9
		132 582 409	3 681

⁽⁴⁾ La SEM Energies POSIT'IF est une SEM de tiers-financement pour la rénovation énergétique des bâtiments collectifs créée en 2013. Le CA des SEM d'aménagement intègre les produits des opérations d'aménagement.



Cette brochure a été réalisée par la Direction des Finances et des Achats, grâce à la collaboration du Service de l'Expertise Sectorielle et de la Mission Communication.

© Crédit photos :

ÉLOGIE • Hervé ABBADIE

RIVP • Christophe DEMONFAUCON

SIEMP • Architectes BABIN & RENAUD

SEMPARISEINE • F. BADAIRE Photographe

SEMAPA • E. FRANÇOIS Architecte

SEMAVIP • INFIME

SOREQA • Jean-Claude PATTACINI

PARIS BATIGNOLLES • Sergio GRAZZIA

SEMAEST • Amal BURZIARSIST

SAEMES • Cyrille DUBREUIL

SAEMPF • Fabrice LESEIGNEUR,

CARREAU du TEMPLE • Fernando Javier URQUIJO

PARISIENNE DE PHOTOGRAPHIE • Christopher CHARPAUD

SETE • E. LIVINEC

POPB • AHA

SOGARIS • UFLY Drones

CPCU • Frédéric RUFFIN

SEMMARIS • UFLY Drones

ENERGIES POSIT'IF • INFIME

